

OFF  
A32A74  
A1/1992  
CON

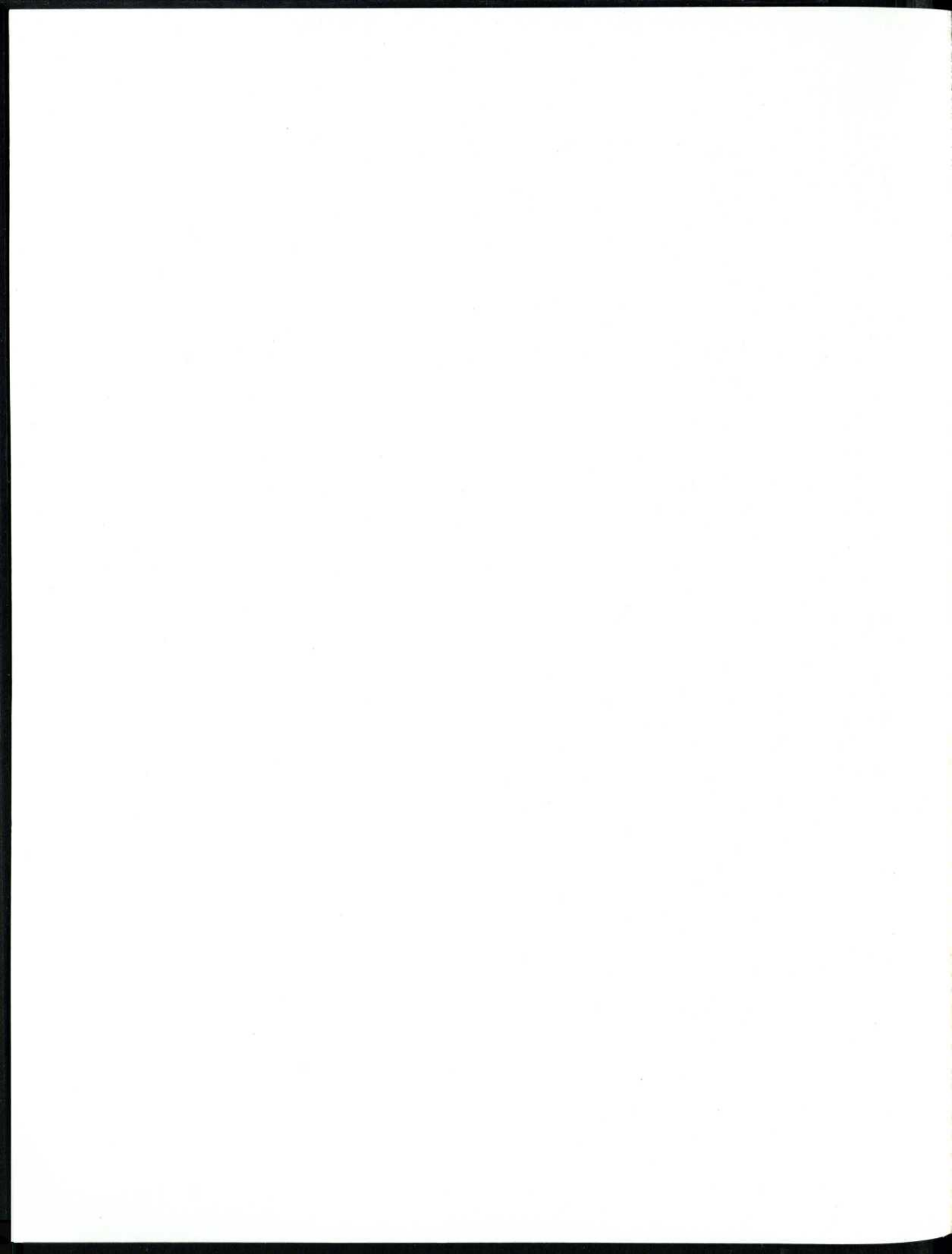
**RAPPORT D'ACTIVITÉS  
1991-1992**

---

**ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC**

---

Québec 



# RAPPORT D'ACTIVITÉS

## 1991-1992

1. INTRODUCTION

2. LE BUREAU

3. LE PERSONNEL

4. LES ACTIVITÉS

5. LES PROJETS

6. LES RÉSULTATS

7. LES PERSPECTIVES

8. ANNEXES

9. BIBLIOTHÈQUE

10. CONCLUSION

11. ANNEXES

12. ANNEXES

13. ANNEXES

14. ANNEXES

---

**ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC**

---

REVUE DE LA RECHERCHE EN ÉDUCATION

1993-1994

Cette publication a été éditée par  
la Direction des communications.

Dépôt légal : 2<sup>e</sup> trimestre 1993  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada

ISBN : 2-550-27547-0  
ISSN : 0842-2478  
© Gouvernement du Québec, 1993

## TABLE DES MATIÈRES

---

### INTRODUCTION

La gestion des archives au Québec :  
Une vision largement orientée vers l'avenir

### PRÉSENTATION DE L'INSTITUTION

La Loi, la mission, les mandats

### PREMIÈRE PARTIE

1. Les ressources humaines et financières . . . . . 13
2. L'organigramme des Archives nationales du Québec . . . . . 15

### DEUXIÈME PARTIE

Les dossiers majeurs en 1991-1992

1. L'informatique et la bureautique . . . . . 19
2. Les archives judiciaires . . . . . 19
3. Le relogement du Centre d'archives de Montréal,  
de Laval, de Lanaudière, des Laurentides et de  
la Montérégie . . . . . 20
4. Le XII<sup>e</sup> Congrès international des Archives . . . . . 21
5. La coopération avec le Canada et l'étranger . . . . . 22
6. La politique culturelle du Ministère . . . . . 22

### TROISIÈME PARTIE

1.	Le soutien de la gestion des archives publiques . . . . .	27
1.1	Les politiques de gestion des documents actifs et des documents semi-actifs . . . . .	27
1.2	La politique de gestion des documents inactifs . . . . .	28
1.3	La gestion des documents administratifs . . . . .	28
1.4	La gestion des archives informatiques . . . . .	28
2.	Le soutien de la gestion des archives privées . . . . .	29
2.1	La Politique sur les archives privées et le Règlement sur l'agrément des services d'archives privées . . . . .	29

### QUATRIÈME PARTIE

#### Les directions et les centres des Archives nationales du Québec

La Direction de Québec et de Chaudière-Appalaches et le Centre de documents semi-actifs du gouvernement . . . . .	33
La Direction de Montréal, de Laval, de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie . . . . .	38
La Direction des régions et des services centraux . . . . .	41
Le Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine . . . . .	42
Le Centre d'archives du Saguenay—Lac-Saint-Jean . . . . .	44

Le Centre d'archives de la Mauricie—Bois-Francs . . . . .	46
Le Centre d'archives de l'Estrie . . . . .	48
Le Centre d'archives de l'Outaouais . . . . .	50
Le Centre d'archives de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec . . . . .	52
Le Centre d'archives de la Côte-Nord . . . . .	54
Le Service central de développement de systèmes . . . . .	55
Le Service des communications . . . . .	58
Le Service des archives privées . . . . .	58

## CINQUIÈME PARTIE

### Tableaux et annexes

<b>Tableau 1 :</b> Répartition de l'effectif permanent et des ressources financières autres que la rémunération en 1991-1992 . . . . .	63
<b>Tableau 2 :</b> Nombre de calendriers de conservation prévus, reçus et approuvés par chaque centre d'archives depuis le début de l'opération et pendant l'exercice 1991-1992 . . . . .	64
<b>Tableau 3 :</b> Nombre de modifications à des calendriers de conservation reçues et approuvées par chaque centre d'archives durant l'exercice 1991-1992 . . . . .	65

<b>Tableau 4 :</b>	Quantité d'archives acquises en 1991-1992, exprimée en mètres linéaires (m l), en heures (h), en pièces (p.) et en bobines (b) . . . . .	66
<b>Tableau 5 :</b>	Quantité d'archives conservées aux Archives nationales du Québec au 31 mars 1992, exprimée en mètres linéaires (m l), en heures (h), en pièces (p.) et en bobines (b.) . . . . .	68
<b>Tableau 6 :</b>	Statistiques sur les services au public dans les neuf centres du réseau en 1991-1992 . . . . .	70
<b>Tableau 7 :</b>	Stages aux Archives nationales du Québec en 1991-1992 . . . . .	72
<b>Annexe 1 :</b>	Programme d'aide financière au traitement des archives - Liste des projets subventionnés en 1991-1992 . . . . .	73
<b>Annexe 2 :</b>	Aide financière accordée en 1991-1992 aux services d'archives privées agréés et montant de la subvention . . . . .	79
<b>Annexe 3 :</b>	Répertoire des principales publications des Archives nationales du Québec . . . . .	80

## INTRODUCTION

---

### **La gestion des archives au Québec : une vision largement orientée vers l'avenir**

L'exercice qui prend fin marque une étape importante pour les Archives nationales du Québec : celle de 1987-1992 pendant laquelle, forts de nos acquis, nous nous sommes donné une large vision d'avenir et des objectifs à l'avenant dans les secteurs de la gestion des archives publiques et des archives privées, dans ceux de la compétence et de la modernisation de notre institution et, finalement, dans celui de notre visibilité.

Aujourd'hui, avec la vue d'ensemble que nous en avons, nous pouvons constater les résultats de nos patients efforts et regarder vers l'an 2 000 — le temps est déjà venu de le faire — au moment d'entamer la préparation de notre plan stratégique 1993-1998!

Notre travail constant et méthodique, notre respect intégral des objectifs de nos planifications annuelles successives, l'engagement total de notre personnel, de nos collègues et de nos partenaires publics et privés ont porté fruit.

Que ce soit dans le domaine de l'application de la Loi sur les archives — notre grande priorité au cours des cinq dernières années — dans celui des services à nos clientèles, dans ceux de la diffusion, du rayonnement, de la modernisation de notre institution, les objectifs que nous nous étions fixés ont été atteints. Et les résultats de cet exercice — on le verra à la lecture de ce rapport — témoignent bien de la constance de nos progrès.

Bien sûr, notre bilan est global. Il faut maintenant que chacun de nous, dans le champ d'activité qui lui est propre, évalue ses résultats, en établisse une analyse objective et en tire ses propres conclusions.

Peut-être, à l'issue de cette réflexion, aurons-nous à marquer un «retour à l'intérieur» avant de nous attaquer, avec toute l'efficacité souhaitable, au travail considérable que nous avons encore à accomplir pour doter le Québec d'une organisation, d'un réseau et d'une conscience qui assureront la gestion cohérente de toutes ses archives publiques et privées.

Pourtant, dans son ensemble, au moment même où nous nous apprêtons à recevoir le prestigieux Congrès international des archives à Montréal, en septembre, la situation a de quoi nous rassurer. Certes, les défis qui nous attendent dans notre marche «vers l'an 2 000» sont énormes. Mais tous, aux Archives nationales du Québec, nous sommes confiants de pouvoir les relever.

**Robert Garon**

**Conservateur des Archives nationales du Québec**

## PRÉSENTATION DE L'INSTITUTION

---

### La loi, la mission, les mandats

**Les Archives nationales du Québec** existent depuis 1920. Créées par le gouvernement du Québec et appelées Archives de la province, elles étaient alors rattachées au Secrétariat de la province.

Placée sous la responsabilité du ministère des Affaires culturelles en 1961, l'institution poursuit son évolution d'abord sous le nom d'Archives du Québec, puis, en 1969, sous celui qu'on lui connaît aujourd'hui.

Vouées, à l'origine, à la conservation d'une précieuse documentation historique, les Archives nationales du Québec sont maintenant chargées d'acquérir, de conserver et de mettre en valeur des fonds qui constituent le reflet de l'activité de la société québécoise et témoignent de son identité historique et sociale.

Depuis 1983, la Loi sur les archives confie aux Archives nationales du Québec un rôle déterminant en matière de gestion des documents des services publics.

La mission des Archives nationales du Québec consiste donc à assurer une gestion efficace de l'information administrative et historique des organismes publics et à aider le secteur privé dans la conservation et la diffusion des documents historiques, de manière à assurer à la population du Québec la conservation, la connaissance et l'accès à des archives représentatives.

Elle comporte trois volets : la conservation et la diffusion des archives gouvernementales et judiciaires et de certaines archives publiques et privées de grande valeur; l'aide-conseil auprès des ministères, des organismes publics et des détenteurs d'archives privées en matière de gestion, de conservation et de diffusion de leurs archives; le contrôle de la sélection des archives du gouvernement et de tous les organismes publics, par l'approbation de leurs calendriers de conservation.

# PRESENTATION DE LA VILLE

La ville de Québec est une ville d'exception, une ville qui a su préserver son caractère unique tout en s'ouvrant à la modernité. Elle est une ville qui a su trouver le juste équilibre entre le patrimoine et le développement. Elle est une ville qui a su faire de son histoire une source d'inspiration et de fierté. Elle est une ville qui a su faire de son patrimoine un atout majeur de son développement. Elle est une ville qui a su faire de son patrimoine un atout majeur de son développement.

La ville de Québec est une ville d'exception, une ville qui a su préserver son caractère unique tout en s'ouvrant à la modernité. Elle est une ville qui a su trouver le juste équilibre entre le patrimoine et le développement. Elle est une ville qui a su faire de son histoire une source d'inspiration et de fierté. Elle est une ville qui a su faire de son patrimoine un atout majeur de son développement. Elle est une ville qui a su faire de son patrimoine un atout majeur de son développement.

La ville de Québec est une ville d'exception, une ville qui a su préserver son caractère unique tout en s'ouvrant à la modernité. Elle est une ville qui a su trouver le juste équilibre entre le patrimoine et le développement. Elle est une ville qui a su faire de son histoire une source d'inspiration et de fierté. Elle est une ville qui a su faire de son patrimoine un atout majeur de son développement. Elle est une ville qui a su faire de son patrimoine un atout majeur de son développement.

La ville de Québec est une ville d'exception, une ville qui a su préserver son caractère unique tout en s'ouvrant à la modernité. Elle est une ville qui a su trouver le juste équilibre entre le patrimoine et le développement. Elle est une ville qui a su faire de son histoire une source d'inspiration et de fierté. Elle est une ville qui a su faire de son patrimoine un atout majeur de son développement. Elle est une ville qui a su faire de son patrimoine un atout majeur de son développement.

La ville de Québec est une ville d'exception, une ville qui a su préserver son caractère unique tout en s'ouvrant à la modernité. Elle est une ville qui a su trouver le juste équilibre entre le patrimoine et le développement. Elle est une ville qui a su faire de son histoire une source d'inspiration et de fierté. Elle est une ville qui a su faire de son patrimoine un atout majeur de son développement. Elle est une ville qui a su faire de son patrimoine un atout majeur de son développement.

La ville de Québec est une ville d'exception, une ville qui a su préserver son caractère unique tout en s'ouvrant à la modernité. Elle est une ville qui a su trouver le juste équilibre entre le patrimoine et le développement. Elle est une ville qui a su faire de son histoire une source d'inspiration et de fierté. Elle est une ville qui a su faire de son patrimoine un atout majeur de son développement. Elle est une ville qui a su faire de son patrimoine un atout majeur de son développement.

## LES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES

Les besoins de l'État en matière de ressources humaines et financières sont évalués en fonction de la situation de Québec en matière de développement économique, social et culturel. C'est de ces besoins que découlent les programmes et les projets de l'État, qui sont financés par les fonds de l'État et les contributions des citoyens.

Les dépenses de l'État en matière de ressources humaines et financières sont évaluées en fonction de la situation de Québec en matière de développement économique, social et culturel. C'est de ces dépenses que découlent les programmes et les projets de l'État, qui sont financés par les fonds de l'État et les contributions des citoyens.

Par ailleurs, un budget est alloué à la recherche et au développement économique, social et culturel. Ce budget est financé par les fonds de l'État et les contributions des citoyens. Les dépenses de l'État en matière de ressources humaines et financières sont évaluées en fonction de la situation de Québec en matière de développement économique, social et culturel.

Les dépenses relatives au développement de l'économie, de la culture et de la société sont financées par les fonds de l'État et les contributions des citoyens.

### PREMIÈRE PARTIE

#### Les ressources humaines et financières

#### L'organigramme des Archives nationales du Québec

Les dépenses directes de l'État en matière de ressources humaines et financières sont évaluées en fonction de la situation de Québec en matière de développement économique, social et culturel. C'est de ces dépenses que découlent les programmes et les projets de l'État, qui sont financés par les fonds de l'État et les contributions des citoyens.

Le budget de l'État en matière de ressources humaines et financières est évalué en fonction de la situation de Québec en matière de développement économique, social et culturel. C'est de ce budget que découlent les programmes et les projets de l'État, qui sont financés par les fonds de l'État et les contributions des citoyens.

1871

1872

## 1. LES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES

Au cours de l'exercice, le nombre des employés permanents des Archives nationales du Québec est passé de 135 à 146,5 personnes, une augmentation de 11 postes et demi. Celui des employés occasionnels est, quant à lui, resté à peu près stable avec un effectif de 14,56 personnes-année, comparativement à quinze en 1990-1991.

Les dépenses de l'exercice se sont élevées à 7 155 100 \$, une augmentation de 740 800 \$ sur celles de 1990-1991. Une somme de 5 503 800 \$ a été allouée au poste des traitements, alors que 1 651 300 \$ ont été consacrés à des dépenses de fonctionnement, de capital et de transfert.

Par ailleurs, un budget spécial de 143 595 \$, provenant de l'enveloppe du Service des ressources informatiques du ministère, aura permis aux Archives de poursuivre leur développement informatique avec la firme DMR inc., en vertu du contrat conclu à cet effet.

Les Archives nationales du Québec ont continué à investir dans le perfectionnement et le développement de leurs ressources humaines durant l'exercice. Le temps consacré aux programmes du plan de développement des ressources humaines (PDRH) représente environ 588 jours/personne, soit 314 jours pour les secteurs traditionnels et 274 pour l'adaptation, le perfectionnement et le développement dans le domaine de l'informatique.

Les dépenses directes et indirectes consacrées au perfectionnement ont totalisé plus de 78 600 \$. Sur cette somme, 51 994 \$ ont été assumés par les diverses unités des Archives et 36 547 \$ par la Direction des ressources informatiques du Ministère.

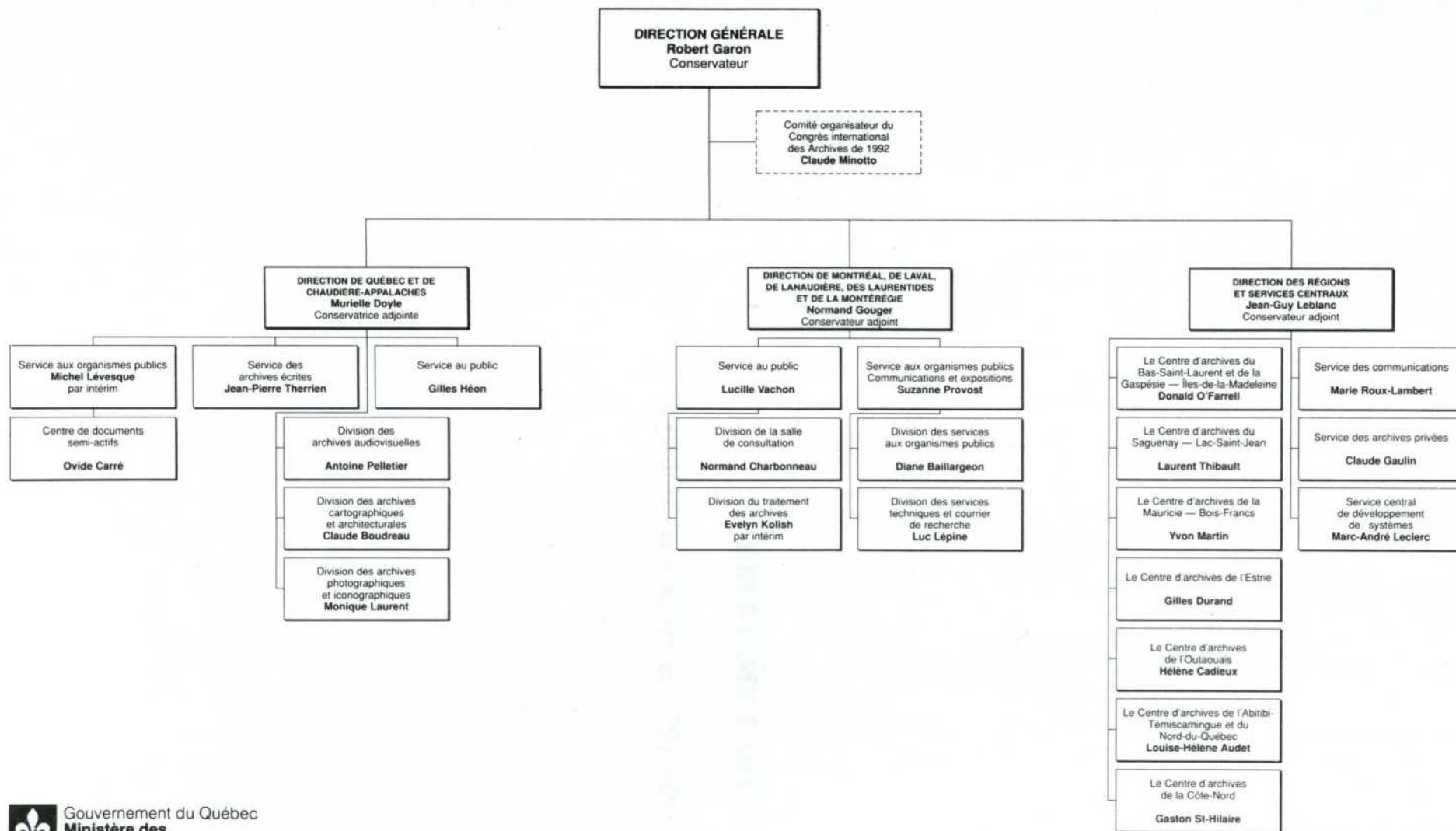
---

\* Le lecteur se reportera à la cinquième partie du présent rapport pour le détail de la répartition des ressources humaines et financières, ainsi que pour les tableaux synthèses, les données statistiques et les annexes.

Par ailleurs, une centaine d'employés se sont prévalus des programmes de perfectionnement et 36 personnes ont assisté ou participé à des colloques et des congrès, dont six à l'extérieur du Québec.

Enfin, 74 stagiaires, dont six provenant de l'extérieur du Québec, ont été intégrés à certains projets courants et spécifiques dans les neuf centres d'archives du réseau. La durée de ces stages a été de 369 semaines, comparativement à 350, environ, en 1990-1991. La plupart de ces stages constituent le prolongement pratique de programmes d'archivistique dispensés dans les universités, les cégeps et plusieurs centres de formation des adultes.

ORGANIGRAMME DES ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC



1. The first part of the report...



The program was developed...

The results of the study...



The data was analyzed...

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL - SECURITY INFORMATION



The findings of the study...

CONFIDENTIAL

## 1. L'INFORMATION ET LA RECHERCHE

Les chercheurs de l'exercice 1991-1992 ont été encouragés à effectuer des recherches de Service clientel et à effectuer des recherches de Service clientel de la part des juges du Tribunal des Arbitres de la Cour Supérieure.

Le 15 mars 1992, les juges ont été informés de la mise en œuvre de la nouvelle gestion des mandats de la Cour Supérieure et de la Cour d'Appel. Les juges ont été informés de la mise en œuvre de la nouvelle gestion des mandats de la Cour Supérieure et de la Cour d'Appel. Les juges ont été informés de la mise en œuvre de la nouvelle gestion des mandats de la Cour Supérieure et de la Cour d'Appel.

Le sous-système de gestion des mandats de la Cour Supérieure et de la Cour d'Appel permet de ce sous-système de gestion des mandats de la Cour Supérieure et de la Cour d'Appel pour l'exercice 1992. Les juges ont été informés de la mise en œuvre de la nouvelle gestion des mandats de la Cour Supérieure et de la Cour d'Appel.

## DEUXIÈME PARTIE

### 2. LES ARCHIVES JUDICIAIRES

#### Les dossiers majeurs en 1991-1992

Au cours de l'exercice, le Centre de gestion des Archives de la Cour Supérieure et de la Cour d'Appel a été créé. Les juges ont été informés de la mise en œuvre de la nouvelle gestion des mandats de la Cour Supérieure et de la Cour d'Appel.

À l'automne 1991, les archives judiciaires ont été transférées aux Archives nationales de Québec. Les juges ont été informés de la mise en œuvre de la nouvelle gestion des mandats de la Cour Supérieure et de la Cour d'Appel.

REPRODUCED FROM

THE NATIONAL ARCHIVES AT COLLEGE PARK, MARYLAND

## **1. L'INFORMATIQUE ET LA BUREAUTIQUE**

Les conseillers de la firme DMR inc. ont continué, avec l'aide de l'équipe de pilotage du Service central de développement de systèmes, le développement du système informatique des Archives selon l'architecture proposée.

Le 31 mars 1992, les sous-systèmes de la gestion des documents semi-actifs et de la gestion des calendriers de conservation et des listes d'inactifs étaient prêts à être implantés. Toutefois, une remise en question de l'orientation technologique des Archives nationales du Québec par le Conseil du trésor retarde, pour l'instant du moins, leur implantation qui devrait néanmoins se réaliser durant l'année budgétaire 1992-1993.

Le sous-système de gestion des fonds d'archives SAPHIR a été réévalué. Le développement de ce sous-système interactif a été entrepris et son implantation est prévue pour l'automne 1992. L'entrée des données concernant les fonds d'archives sera faite selon les Règles de description pour les documents d'archives, et cela, en respectant les normes et procédures adoptées par les Archives nationales du Québec.

## **2. LES ARCHIVES JUDICIAIRES**

Au cours de l'exercice, le Centre d'archives de Montréal, de Laval, de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie et le ministère de la Justice du Québec ont terminé la phase préparatoire et sont passés à la phase active de l'application du rapport du Comité interministériel sur les archives judiciaires.

À l'automne 1991, les archivistes responsables des centres régionaux des Archives nationales du Québec et les directeurs des services judiciaires régionaux ont assisté à des séances de formation sur les procédures de mise en application du rapport sur les archives judiciaires. Par ailleurs, les avis publics prévus par le Comité ont été publiés dans les journaux et les préavis envoyés au Barreau et à la Chambre des notaires du Québec.

La première étape de la réalisation du programme a consisté à établir la liste informatisée des dossiers portés en appel, ce qui a été entrepris à Montréal et à Québec. Cette liste a ensuite été distribuée dans toutes les régions administratives; le travail de correction est maintenant terminé à Montréal et en bonne voie de réalisation partout ailleurs. Au sein du ministère de la Justice, plusieurs directions régionales ont commencé l'échantillonnage de leurs archives; de leur côté les Archives nationales du Québec ont entrepris cette opération au début d'avril, plus précisément dans leurs centres d'archives situés à Montréal et à Québec.

Le rapport du Comité interministériel sur les archives judiciaires continue de susciter un très grand intérêt dans les milieux archivistiques. Au printemps 1991, la version anglaise du rapport a été distribuée largement dans les provinces et les milieux anglophones. D'autre part, la revue *ARCHIVES*, publiée par l'Association des archivistes du Québec, a consacré un numéro complet à l'analyse de l'approche québécoise dans ce dossier. Enfin, le rapport du comité sera aussi largement diffusé lors des congrès de l'Association des archivistes du Québec et de la Society of American Archivist qui se tiendront à Montréal, à l'automne 1992.

### **3. LE RELOGEMENT DU CENTRE D'ARCHIVES DE MONTRÉAL, DE LAVAL, DE LANAUDIÈRE, DES LAURENTIDES ET DE LA MONTÉRÉGIE**

Le ministère des Affaires culturelles a obtenu, au début de l'exercice, l'autorisation d'aller de l'avant dans son projet de réinstallation du Centre d'archives de Montréal, de Laval, de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie. Il a préparé le programme architectural sur lequel reposera la poursuite des travaux préalables à la construction.

La Société immobilière du Québec a présenté au Ministère un projet d'utilisation de l'ancienne École des hautes études commerciales, au 535, rue Viger, à Montréal. Ce dossier doit maintenant être approuvé par la Ministre, puis déposé au Conseil du trésor. Les fonds nécessaires à l'engagement d'une firme d'architectes devraient être obtenus au cours du prochain exercice. Selon les prévisions, le relogement du centre pourrait avoir

lieu à l'automne 1995. L'échéancier final est cependant toujours subordonné à la réponse du Conseil du trésor.

#### **4. LE XII<sup>e</sup> CONGRÈS INTERNATIONAL DES ARCHIVES**

Le Comité organisateur du XII<sup>e</sup> Congrès international des Archives qui aura lieu à Montréal en septembre 1992 a poursuivi ses activités avec l'appui de ses nombreux partenaires et celui des Archives nationales du Québec.

Le programme préliminaire des assises et le bulletin d'inscription ont été diffusés dans les 140 pays membres du Conseil international des archives. Près de 1 200 délégués venant de 75 pays étaient déjà inscrits au congrès à la fin de l'exercice.

De leur côté, les Archives nationales du Québec ont intensifié leur travail en vue de la réalisation de leur programme de participation à ce congrès. Le détail de cette contribution comporte notamment la présence d'un stand institutionnel au Salon national de l'archivistique, un programme d'édition spécial, la tenue de journées «Portes ouvertes» à leurs centres d'archives situés à Québec et à Montréal, ainsi que la réalisation de plusieurs autres activités destinées à favoriser l'accueil des délégués et le rayonnement de l'institution.

Enfin, trois ministères et un organisme du gouvernement du Québec ont assuré le comité organisateur de leur appui à l'organisation logistique du congrès. Il s'agit des ministères des Affaires internationales, du Tourisme, des Communautés culturelles et de l'Immigration et de la Société des alcools du Québec.

Ces contributions importantes, ajoutées à l'expérience professionnelle des membres du comité et de leurs partenaires, ne peuvent que profiter à l'organisation du prestigieux congrès dont le succès paraît d'ores et déjà assuré.

## 5. LA COOPÉRATION AVEC LE CANADA ET L'ÉTRANGER

Dans le cadre du programme de coopération des Archives nationales du Québec avec le Canada et l'étranger, les relations d'échanges avec les Archives nationales de l'Algérie se sont poursuivies avec l'accueil, au Québec, d'une quatrième mission algérienne. Par contre, elles ont dû annuler deux missions en Algérie en raison, notamment, de l'instabilité de la conjoncture internationale.

Signe de la reconnaissance de l'expertise des Archives nationales du Québec, un archiviste du réseau des centres d'archives a participé à l'organisation de sessions sur l'application des calendriers de conservation destinées à des gestionnaires de documents de l'État de New York.

Le conservateur, de son côté, est demeuré actif au sein de l'Association internationale des archivistes francophones dont il assume le secrétariat. Les Archives nationales du Québec ont aussi poursuivi la consolidation des contacts amorcés avec les Services d'archives de la Nouvelle-Angleterre.

## 6. LA POLITIQUE CULTURELLE DU MINISTÈRE

Au cours de la dernière année, les Archives nationales du Québec se sont fortement engagées dans l'important dossier du ministère des Affaires culturelles portant sur une politique culturelle pour le Québec.

Dans un premier temps, plusieurs employés ont participé à la démarche ministérielle de consultation qui a suivi le dépôt en juin du Rapport du groupe conseil sur la politique culturelle : *Une politique de la culture et des arts*.

Dans un deuxième temps, en septembre suivant, le conservateur confiait à l'un de ses employés le mandat de produire un rapport sur la place des archives et des Archives nationales du Québec dans le projet de politique culturelle du Ministère. Ce rapport, intitulé *Les Archives nationales du Québec et la politique culturelle : quelques pistes*

*d'intégration*, a été présenté au conservateur en novembre 1991. Alimenté par les réactions, les commentaires et les recommandations des employés et par les mémoires présentés à la Commission parlementaire sur la culture, à l'automne 1991, ce document se veut une contribution positive de l'institution à la réflexion ministérielle et gouvernementale sur le projet de politique culturelle.

Enfin, toujours en relation avec cette question, les Archives nationales du Québec ont aussi apporté leurs commentaires sur un projet de politique sur le patrimoine. Quelques employés ont participé à un comité de travail chargé d'élaborer un plan d'action pour le secteur du patrimoine.





THEORY AND PRACTICE

The first part of the book discusses the theoretical foundations of the research, including the concepts of social capital and community development. The second part of the book presents the empirical findings of the study, which show that social capital is a key factor in the success of community development projects. The third part of the book discusses the implications of the findings for practice and policy.

## **1. LE SOUTIEN DE LA GESTION DES ARCHIVES PUBLIQUES**

Les progrès réalisés durant l'exercice ont amené le programme d'analyse et d'approbation des calendriers de conservation à sa toute dernière phase. La gestion des documents administratifs a connu un développement important. Quelques outils ont été produits au profit des 3 800 organismes concernés et un travail de vulgarisation et de promotion a également été réalisé.

### **1.1 Les politiques de gestion des documents actifs et des documents semi-actifs**

Dans le secteur des politiques de gestion des documents actifs et semi-actifs des organismes publics, la phase d'analyse et d'approbation des calendriers de conservation est pratiquement terminée. Près de 90 % des calendriers ont été soumis et sont maintenant approuvés. Les efforts des Archives nationales du Québec ont donc porté en 1991-1992 sur l'approbation de modifications aux calendriers déjà approuvés. Une étude entreprise auprès de ministères et d'organismes démontre d'ailleurs un taux d'erreurs élevé dans l'application des calendriers. Il sera donc nécessaire en 1992-1993 d'intensifier ces efforts et les sessions de formation au profit des usagers.

Le personnel des Archives nationales du Québec a également collaboré avec le Vérificateur général à la réalisation d'une étude sur la gestion documentaire au gouvernement du Québec. Le rapport de cette étude presse d'ailleurs le conservateur de combler certaines lacunes concernant les calendriers de conservation et la gestion des documents essentiels et semi-actifs. Des efforts en ce sens ont déjà été entrepris et ils s'intensifieront durant les prochains exercices.

Dans l'intervalle, les Archives nationales du Québec ont déjà proposé aux ministères et organismes du gouvernement un modèle de calendrier de conservation des documents informatiques. Elles ont aussi entamé une étude visant à établir un scénario favorisant la conservation et l'accessibilité de ces archives.

## **1.2 La politique de gestion des documents inactifs**

La politique de gestion des documents inactifs des organismes publics, adoptée en mars 1991, a fait l'objet d'une édition du bulletin *D'étape en étape*. Les Archives nationales voulaient ainsi s'assurer que les quelque 3 800 organismes publics visés par cette politique soient bien informés de leurs responsabilités en matière de conservation, de mise en valeur et d'accessibilité des documents sélectionnés pour leur valeur permanente en vertu des calendriers de conservation. L'application du plan de mise en oeuvre de la politique a débuté et devrait être terminée au cours du prochain exercice.

## **1.3 La gestion des documents administratifs**

Au cours de l'année 1991-1992, l'équipe de la gestion documentaire rattachée au Service aux organismes publics du Centre d'archives de Québec et de Chaudière-Appalaches, en collaboration avec l'équipe ministérielle de la Direction générale de l'administration, a procédé à la refonte du plan de classification des documents du ministère des Affaires culturelles. Cet outil a été approuvé par les autorités ministérielles en octobre 1991.

Toujours en collaboration avec l'équipe ministérielle, un banc d'essai sur les logiciels dédiés à la gestion documentaire a eu lieu au Service aux organismes publics du Centre de Québec et de Chaudière-Appalaches en mai et juin 1991.

## **1.4 La gestion des archives informatiques**

La réalisation d'un mandat pour déterminer les objectifs essentiels d'une politique gouvernementale de gestion des archives informatiques et les scénarios possibles de conservation et de diffusion de ce type d'archives a débuté en mai 1991 au Centre d'archives de Québec et de Chaudière-Appalaches.

Le groupe de travail chargé de proposer les orientations d'intervention des Archives nationales du Québec en ce domaine a remis un premier rapport au Comité de direction, à la mi-mars, dans lequel l'approche recommandée pour la gestion des archives informatiques en est une de type évolutif, qui permettra de s'ajuster aux changements

technologiques et requerra un investissement raisonnable en matière de ressources humaines et financières.

## **2. LE SOUTIEN DE LA GESTION DES ARCHIVES PRIVÉES**

Les Archives nationales du Québec estiment préférable que les archives privées, pour être bien utilisées et bien comprises, soient conservées dans leur milieu d'origine. Aussi coordonnent-elles dans les régions les efforts des différents intervenants intéressés à la sauvegarde de ces archives. Elles mettent à la disposition des organismes leurs services professionnels et techniques et mènent avec eux diverses activités de sensibilisation au patrimoine archivistique.

### **2.1 La Politique sur les archives privées et le Règlement sur l'agrément des services d'archives privées**

Au cours de l'année 1991-1992, les Archives nationales du Québec ont agréé cinq services d'archives privées, soit ceux du Musée McCord d'histoire canadienne, du Congrès juif canadien, du Séminaire de Nicolet, du Centre de recherche des Cantons de l'Est et de l'Université Laval. Ceci porte donc à treize le nombre d'organismes agréés depuis la création en 1990 du programme découlant de la Politique sur les archives privées et de la Loi sur les archives. Mentionnons que le programme d'agrément vise à reconnaître et à soutenir un certain nombre de partenaires professionnels en matière d'acquisition, de conservation et de diffusion d'archives privées.

L'aide financière au fonctionnement des organismes agréés a totalisé plus de 360 000 \$ en 1991-1992.

Les Archives nationales du Québec assument aussi la gestion d'un programme d'aide au traitement des archives. En 1991-1992, 35 organismes québécois ont bénéficié de ce programme et reçu globalement une somme de 169 280 \$. Plus précisément, signalons que 33 % des organismes qui ont fait une demande d'aide au traitement des archives se

sont vu accorder une subvention. Ce programme a été créé en 1973 à la suite de l'adoption de la Loi sur les biens culturels. Depuis, le ministère des Affaires culturelles y a injecté plus de 2 300 000 \$ et aidé 460 organismes.

## LA DIRECTION LE QUÉBEC ET LE DÉPÔT DES ARCHIVES ET LE CENTRE DE DOCUMENTS DE QUÉBEC DE L'ARCHIVAGE

### Archives

La Direction de Québec et le Centre de Documents de Québec ont été créés en vertu de la loi sur l'accès à l'information et de la loi sur l'accès à l'information.

Cinquante-sept personnes ont été affectées à la Direction de Québec et au Centre de Documents de Québec. Elles ont été affectées à la Direction de Québec et au Centre de Documents de Québec.

Ainsi, la division des Archives nationales a été créée en vertu de la loi sur l'accès à l'information et de la loi sur l'accès à l'information. Elle a été créée en vertu de la loi sur l'accès à l'information et de la loi sur l'accès à l'information.

## QUATRIÈME PARTIE

### Les directions et les centres des Archives nationale du Québec

De son côté, la division des Archives nationales a été créée en vertu de la loi sur l'accès à l'information et de la loi sur l'accès à l'information. Elle a été créée en vertu de la loi sur l'accès à l'information et de la loi sur l'accès à l'information.

Enfin, la division des Archives nationales a été créée en vertu de la loi sur l'accès à l'information et de la loi sur l'accès à l'information. Elle a été créée en vertu de la loi sur l'accès à l'information et de la loi sur l'accès à l'information.

1773  
1774  
1775  
1776  
1777  
1778  
1779  
1780  
1781  
1782  
1783  
1784  
1785  
1786  
1787  
1788  
1789  
1790  
1791  
1792  
1793  
1794  
1795  
1796  
1797  
1798  
1799  
1800  
1801  
1802  
1803  
1804  
1805  
1806  
1807  
1808  
1809  
1810  
1811  
1812  
1813  
1814  
1815  
1816  
1817  
1818  
1819  
1820  
1821  
1822  
1823  
1824  
1825  
1826  
1827  
1828  
1829  
1830  
1831  
1832  
1833  
1834  
1835  
1836  
1837  
1838  
1839  
1840  
1841  
1842  
1843  
1844  
1845  
1846  
1847  
1848  
1849  
1850  
1851  
1852  
1853  
1854  
1855  
1856  
1857  
1858  
1859  
1860  
1861  
1862  
1863  
1864  
1865  
1866  
1867  
1868  
1869  
1870  
1871  
1872  
1873  
1874  
1875  
1876  
1877  
1878  
1879  
1880  
1881  
1882  
1883  
1884  
1885  
1886  
1887  
1888  
1889  
1890  
1891  
1892  
1893  
1894  
1895  
1896  
1897  
1898  
1899  
1900  
1901  
1902  
1903  
1904  
1905  
1906  
1907  
1908  
1909  
1910  
1911  
1912  
1913  
1914  
1915  
1916  
1917  
1918  
1919  
1920  
1921  
1922  
1923  
1924  
1925  
1926  
1927  
1928  
1929  
1930  
1931  
1932  
1933  
1934  
1935  
1936  
1937  
1938  
1939  
1940  
1941  
1942  
1943  
1944  
1945  
1946  
1947  
1948  
1949  
1950  
1951  
1952  
1953  
1954  
1955  
1956  
1957  
1958  
1959  
1960  
1961  
1962  
1963  
1964  
1965  
1966  
1967  
1968  
1969  
1970  
1971  
1972  
1973  
1974  
1975  
1976  
1977  
1978  
1979  
1980  
1981  
1982  
1983  
1984  
1985  
1986  
1987  
1988  
1989  
1990  
1991  
1992  
1993  
1994  
1995  
1996  
1997  
1998  
1999  
2000  
2001  
2002  
2003  
2004  
2005  
2006  
2007  
2008  
2009  
2010  
2011  
2012  
2013  
2014  
2015  
2016  
2017  
2018  
2019  
2020  
2021  
2022  
2023  
2024  
2025

### QUATRE-VEINGT-TROIS

Les directions et les services des Archives nationales de France

## LA DIRECTION DE QUÉBEC ET DE CHAUDIÈRE-APPALACHES ET LE CENTRE DE DOCUMENTS SEMI-ACTIFS DU GOUVERNEMENT

### Acquisitions

La Direction de Québec et de Chaudière-Appalaches a enregistré 78 versements d'archives écrites durant l'exercice. Ces acquisitions représentent 568,93 mètres linéaires de documents.

Cinquante-sept versements (529,43 mètres linéaires) ont été effectués par 37 ministères et organismes, alors que 21 fonds (39,5 mètres linéaires) proviennent d'organismes privés. Dans les autres secteurs d'archives, les versements, acquisitions et ajouts demeurent aussi importants.

Ainsi, la division des archives audiovisuelles s'est enrichie de deux fonds d'archives privées particulièrement significatifs. Il s'agit du fonds Omer Parent (7 pièces, dont un film où figurent, entre autres, Jean-Paul Lemieux et Robert Lapalme) et du fonds de l'architecte René Blanchet (30 heures de films de 8 mm et 16 mm, portant sur la construction d'édifices, sur des voyages et sur des scènes de vie familiale). Par ailleurs, le ministère de l'Éducation et celui des Transports ont versé quelque mille bandes vidéo.

De son côté, la division des archives photographiques et iconographiques a reçu des documents du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie. Deux fonds privés ont été complétés par des dons de documents photographiques. Il s'agit des fonds Jean-Georges Garneau et Antoine Rivard.

Enfin, la division des archives cartographiques et architecturales a augmenté ses fonds, collections et séries par l'acquisition et le versement de 27 100 pièces, 500 plans et 3 séries documentaires. Parmi ces pièces, 10 000 plans d'architecture proviennent du ministère de l'Éducation et quelque 1 160 cartes et plans — plusieurs datant du XVIII<sup>e</sup> siècle — ont été versés par le ministère de l'Énergie et des Ressources.

Les archives cartographiques et architecturales privées acquises par le Centre représentent environ 15 000 pièces, parmi lesquelles on compte les fonds des architectes Léo Turcotte, René Blanchet et Jean Déry.

### Traitement

Le Centre a poursuivi les efforts des dernières années en matière de traitement et de description de ses fonds d'archives afin d'en améliorer l'accessibilité tout en assurant une gestion plus efficace des espaces d'entreposage.

Ainsi, au chapitre des archives publiques, outre un traitement sommaire et systématique des nouveaux versements, plusieurs séries de documents gouvernementaux ont subi une forme ou une autre de traitement. Les interventions majeures ont été faites sur les fonds des ministères du Travail, du Revenu, de l'Éducation, des Travaux publics et des Approvisionnement, des Affaires culturelles, de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et de quelques autres.

De même, les travaux de vérification et de mise en ordre préalables au microfilmage se sont poursuivis à un rythme soutenu en ce qui a trait à l'état civil et aux actes notariés des districts de Kamouraska et de ceux des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches. En ce qui concerne les archives privées, chaque nouvelle acquisition a fait l'objet d'un traitement complet qui s'est accompagné de la production d'un instrument de recherche adéquat.

Ces activités de traitement, aussi bien de nouvelles acquisitions que d'anciennes, jumelées à une évaluation plus rigoureuse des versements et des acquisitions, font en sorte qu'au 31 mars 1992 le Centre d'archives de Québec et de Chaudière-Appalaches dispose de 3 696,28 mètres linéaires d'espace libre.

De son côté, la division des archives audiovisuelles a procédé à la description de quatre fonds provenant de ministères et d'un organisme : Affaires culturelles, Affaires internationales, Communications et Office des ressources humaines. Deux fonds privés

importants, celui de Mme Émilie Boivin-Allaire et celui de M. Gérard Thibault, ont aussi fait l'objet d'un traitement.

Le personnel de la division a également traité 180 documents d'images en mouvement, représentant plus de 84 heures de production, pour six des neuf centres d'archives du réseau. Dans le domaine des archives cartographiques et architecturales, cinq fonds et quelques séries publics et douze fonds privés ont fait l'objet de traitement et de production d'instruments de recherches et d'inventaires analytiques. Ces fonds et séries représentent le total impressionnant de 113 000 pièces. Enfin, la division des archives photographiques et iconographiques a réalisé le tri, le classement et la description d'une partie importante du fonds de l'*Action catholique* et produit un instrument de recherche. Elle a aussi fait le reclassement de la série de l'Office du film du Québec et produit des instruments de recherche pour sa collection initiale, pour la collection Magella Bureau et pour le fonds Joseph Lavergne.

### **Diffusion**

Le Centre d'archives de Québec et de Chaudière-Appalaches poursuit son programme de production et de publication d'instruments de recherche. Ainsi, outre une vingtaine d'instruments de recherche spécifiques pour un nombre identique de fonds d'archives privées, il a publié le guide intitulé *Archives écrites d'origine privée*, où sont présentés et décrits plus de 300 fonds conservés au centre. Il a également procédé à la révision du guide des archives gouvernementales, un ouvrage attendu qui sera réédité au cours du prochain exercice.

Pour sa part, le Service au public a terminé la réalisation d'un important projet pédagogique : *Le portefeuille archivistique*. Destiné à la promotion et à la vulgarisation des archives auprès des élèves de 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> années du primaire, cet outil a été réalisé avec la collaboration de dix-huit enseignants. Il s'ajoute aux sessions d'initiation à la généalogie que dispense le service depuis plusieurs années.

La division des archives photographiques et iconographiques et celle des archives audiovisuelles ont contribué à la préparation et au montage de plusieurs expositions et

à la réalisation de quelques émissions à la télévision de Radio-Canada, de Radio-Québec, de Quatre-Saisons et de Télé-Métropole. Ces collaborations se sont surtout concrétisées par le prêt de matériel : publications, pièces photographiques et iconographiques, images fixes et sonores, et par de l'aide-conseil. Le succès remporté par la diffusion de plusieurs films du fonds Maurice Proulx a incité Radio-Québec à présenter une seconde fois cette série d'émissions.

Enfin, la division des archives cartographiques et architecturales a maintenu sa collaboration régulière à la revue *Arpenteur-géomètre* et produit un article pour la revue *Architecture-Québec* et pour celle de la Bibliothèque nationale de Paris.

### **Service-conseil**

Le Centre de Québec et de Chaudière-Appalaches a poursuivi son opération de relance auprès des organismes visés par la Loi sur les archives. Dans ce cadre, le Service aux organismes publics a organisé 35 séances de formation. Il a aussi publié un modèle et un guide explicatif pour l'inscription des documents informatiques aux calendriers de conservation et tenu une session d'information à ce sujet au profit d'une soixantaine d'organismes et de ministères. Afin de mesurer le degré d'application du calendrier, le service a réalisé deux opérations d'évaluation. La première consistait en un contrôle de l'application des calendriers de conservation auprès des ministères et des organismes clients du Centre de documents semi-actifs. La deuxième — une enquête auprès des villes ayant un calendrier de conservation approuvé — visait à mesurer le degré réel de l'application des délais de conservation dans ces organismes. Les résultats de ces deux opérations favoriseront l'apport de solutions là où des problèmes subsistent encore dans l'application des calendriers.

La division des archives audiovisuelles et celle des archives cartographiques et architecturales ont continué d'assumer leur rôle-conseil auprès des ministères, des organismes gouvernementaux et des centres des Archives nationales du Québec.

L'accueil des chercheurs, enfin, a continué sa progression. Après un bond de 25 % enregistré en 1990-1991, la fréquentation du centre a encore augmenté de 17 % durant

l'exercice, pour atteindre un chiffre record de 21 530 présences\*. Ce succès s'explique, d'une part, par la qualité de l'accueil du personnel et par sa compétence professionnelle. D'autre part, l'ouverture des salles de consultation certains soirs de la semaine, mais surtout le samedi, de 8 h 30 à 16 h 30, est également un facteur de cette importante augmentation.

### **Le centre de documents semi-actifs du gouvernement**

Le Centre de documents semi-actifs du gouvernement est occupé à 97 % de sa capacité, au moment où 65 ministères et organismes du gouvernement — cinq de plus que l'an dernier — viennent de signer avec les Archives nationales une convention de dépôt de leurs documents semi-actifs. Toujours en attente des autorisations concernant l'agrandissement de ses locaux, le Centre ne peut donc plus accepter de nouveaux clients. Les transactions et les opérations réalisées au Centre durant l'exercice se sont chiffrées à 220 000, comparativement à 210 000 en 1990-1991. D'ailleurs, dans l'ensemble, les activités du Centre ont connu une augmentation sensible en 1991-1992. Les seules exceptions sont le nombre de boîtes reçues, qui a diminué de 36 930 à 29 236, et le nombre de boîtes détruites, qui est demeuré à peu près identique : 24 420 contre 24 344. On constate ainsi que l'explication déjà avancée du rajeunissement de la masse documentaire entreposée est de plus en plus plausible. Quant aux demandes de consultation, déjà en forte hausse l'an dernier, elles sont passées de 55 680 à plus de 68 000 en 1991-1992.

Enfin, 250 personnes représentant les ministères et organismes clients ont utilisé une ou plusieurs fois la salle de consultation du Centre. Une autre augmentation notable qui témoigne du sérieux qu'apportent ces organismes à l'application de leur calendrier de conservation.

---

\* Des augmentations notables ont également été enregistrées dans l'ensemble des autres centres du réseau. Les relevés statistiques ayant été modifiés en cours d'exercice, il est impossible cependant de les traduire en pourcentage, sauf ceux du Centre de Québec et de Chaudière-Appalaches. Le lecteur trouvera ces nouvelles données au tableau 6, dans la cinquième partie du rapport.

## **LA DIRECTION DE MONTRÉAL, DE LAVAL, DE LANAUDIÈRE, DES LAURENTIDES ET DE LA MONTÉRÉGIE**

### **Acquisitions**

Dans le secteur des archives publiques, la Direction de Montréal, de Laval, de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie a fait l'acquisition, durant le dernier exercice, de 113,52 mètres linéaires de documents provenant de huit ministères et organismes. Les principaux versements ont été ceux du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration et du Conseil de la magistrature.

Quelque 56,54 mètres linéaires d'archives notariales et civiles des districts judiciaires d'Iberville et de Richelieu, ainsi que 14,85 mètres linéaires d'archives judiciaires provenant des cours municipales de Dorval et de Sorel, ont été déposées.

Dans le secteur des archives privées, le Centre a acquis onze nouveaux fonds totalisant 72,97 mètres linéaires, dont les plus significatifs sont ceux de la succession Jacques Béique, du journal *Le Jour*, de la famille Giroux et de l'historien Robert Rumilly.

### **Traitement**

#### **Archives civiles**

Cinquante-trois greffes de notaires (plus de 220 700 actes) et les registres d'état civil de 215 paroisses catholiques (des districts de Montréal, de Saint-Hyacinthe, du Richelieu, d'Iberville, de Terrebonne et de Beauharnois) ont été classés, indexés ou traités en vue de leur microfilmage. Quelque 16 000 pièces du fonds des arpenteurs-géomètres Arthur et Roch-Arthur Vincent ont également été traitées.

### Archives judiciaires

Dans le secteur judiciaire, 96 volumes des index aux registres des jugements de la Cour du banc du roi et de la Cour supérieure du district de Montréal (1816 à 1932) ont été préparés pour le microfilmage.

### Archives privées

Dans le secteur des archives privées textuelles, le Centre a procédé au traitement et à la description de sept fonds. Parmi les plus importants, signalons ceux d'Adhémar Raynault et des familles Mercier et Jules-Édouard Prévost.

Le personnel du Centre a également poursuivi le travail de description provisoire du fonds de la Consolidated Bathurst inc. Par ailleurs, huit fonds d'archives privées non textuelles ont été traités complètement et quatre partiellement. Parmi les plus intéressants, mentionnons ceux de Camillien Houde, de Joseph Mercure, de Roger Champoux, de Fernand Desautels, de même que ceux des journaux *Le Jour* et *Québec Presse*. De plus, le personnel du Centre a terminé le traitement du fonds des architectes Gagnon et Archambault.

### Banque de données

Un partenaire des Archives nationales du Québec, la Société de recherche historique Archiv-Histo\*, a terminé la transcription informatisée des archives notariales du Régime français et poursuit la saisie des minutes produites en 1800. En 1991-1992, 54 630 données ont été saisies et 130 798 entrées validées sur les 458 763 que contient maintenant la banque.

---

\* La Société de recherche historique Archiv-Histo poursuit depuis 1986, en collaboration avec les Archives nationales du Québec et la Chambre des notaires du Québec, l'inventaire systématique du patrimoine notarial du Québec ancien et a créé à cet effet la banque de données Parchemin.

Archiv-Histo a également saisi des données sur 10 019 dossiers judiciaires (de la Cour du banc du roi, 1791-1827), afin de vérifier l'intérêt de créer une banque auxiliaire à Parchemin, ce qui permettrait de lier les litiges à l'activité notariale.

### **Microfilms et microfiches**

Le Centre d'archives de Montréal, de Laval, de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie continue de consacrer des efforts importants au microfilmage. Ainsi, en 1991-1992, l'équipe de la Société généalogique de l'Utah a microfilmé 13 greffes de notaires (cinq de Montréal et huit de Beauharnois), ce qui représente 188 bobines, ainsi que les registres d'état civil des 215 paroisses du territoire, soit 188 et 57 bobines. Elle a également microfilmé cinq index en forme de fichiers (14 bobines), dont celui de l'état civil non catholique du district de Beauharnois (période 1832-1899) et, pour le district de Montréal, ceux des tutelles et curatelles, des clôtures d'inventaires et des contrats de mariage (XVIII<sup>e</sup> siècle et première moitié du XIX<sup>e</sup> principalement). Le Centre a aussi microfilmé des fonds privés et judiciaires, ce qui représente 225 005 images enregistrées sur 139 bobines.

### **Diffusion**

Dans le secteur de la diffusion et de la communication, le Centre a publié deux guides sur les archives judiciaires du district de Montréal. Il a également rendu disponible la version anglaise du rapport du Comité interministériel sur les archives judiciaires et terminé la préparation, pour leur publication en 1992-1993, de deux ouvrages de recherche sur les fonds et collections d'archives d'origine privée qu'il conserve. Enfin, le service des organismes publics et des communications a organisé neuf expositions : trois en solo, au centre même, et six à l'extérieur, généralement en collaboration avec des organismes partenaires.

## **Service-conseil**

L'approbation d'une première génération de calendriers de conservation étant presque terminée, les organismes concernés sont maintenant rendus à l'étape de l'application des délais approuvés. Aussi, dans le but de leur faciliter la tâche, le Centre a consacré une grande part de ses activités à soutenir ces organismes dans leur démarche d'application. Il a organisé trois sessions d'information sur l'application des calendriers de conservation et rencontré de nombreux administrateurs municipaux, secrétaires-trésoriers, représentants de CLSC et membres de corporations professionnelles. Le personnel du service a aussi animé un stand d'information lors des rencontres annuelles de plusieurs organismes et tenu une journée d'information à l'intention d'une soixantaine de personnes provenant de ministères et d'organismes ayant leur siège dans la région de Montréal.

L'application des calendriers de conservation a aussi nécessité beaucoup d'aide-conseil de la part de l'équipe du Centre. Trente-quatre des 51 ministères et organismes de la région se sont prévalus de ces services.

Durant l'exercice, un recueil de délais de conservation, produit à l'intention des services de police, est venu compléter celui qui avait été destiné aux municipalités. Ce recueil a été élaboré avec la collaboration de l'Association des directeurs de pompiers et de police du Québec, ainsi qu'avec des partenaires du secteur municipal: l'Union des municipalités du Québec, l'Union des municipalités régionales de comté du Québec, la Corporation des secrétaires municipaux du Québec et la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec.

## **LA DIRECTION DES RÉGIONS ET DES SERVICES CENTRAUX**

La Direction des régions et des services centraux regroupe les sept autres centres régionaux des Archives nationales du Québec, le Service central de développement de systèmes, le Service des archives privées et le Service des communications.

## **LE CENTRE D'ARCHIVES DU BAS-SAINT-LAURENT ET DE GASPÉSIE — ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

### **Acquisitions**

Durant l'exercice, le Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine a reçu du protonotaire du district de Rimouski les registres d'état civil de 1891 et un important transfert d'archives civiles et judiciaires du district de Kamouraska provenant du Centre d'archives de Québec et de Chaudière-Appalaches.

Quelques ministères et organismes ont également fait des versements : le ministère de l'Éducation, le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et l'Office de planification et de développement du Québec (séries du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec et de l'Office de développement de l'Est du Québec).

Par ailleurs, deux fonds privés très significatifs ont été versés au centre durant la même période. L'architecte Gaston Martin a déposé les dossiers, photographies et plans se rapportant aux quelque 350 projets qu'il a réalisés durant sa carrière, principalement dans les régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. Le Centre a aussi acquis les archives de M. Guy Leblanc, qui a fait carrière comme arpenteur-géomètre, puis comme député fédéral du comté de Rimouski et, enfin comme agent d'assurance, et qui est décédé en 1990. L'essentiel des archives concerne la période durant laquelle M. Leblanc a siégé à la Chambre des communes, soit de 1965 à 1972.

### **Traitement**

Le personnel a poursuivi le traitement des archives privées conservées au Centre, faisant la description de 35 fonds d'archives privées. Il a également entamé le traitement de cinq fonds publics, reçus en sept versements, afin d'assurer leur accessibilité. Par ailleurs, l'archiviste régional a terminé la préparation du guide des fonds d'archives privées conservés au centre. Ce guide sera édité en 1992-1993.

Quelques modifications devront être apportées à l'inventaire de la collection des cartes et plans en vue, également, d'en accroître l'accessibilité.

### **Diffusion**

Tout au long de l'exercice, le Centre a eu recours aux médias locaux et régionaux pour informer la population sur ses activités courantes. L'archiviste régional a maintenu sa collaboration à deux revues d'histoire de la région en publiant deux articles de fond dans le cadre d'une chronique régulière sur les archives.

### **Microfilms et microfiches**

En collaboration avec l'Université du Québec à Rimouski, le Centre a procédé au microfilmage de la série Commission d'enquête sur Madelipêche et les Pêcheurs-Unis du Québec, du fonds du Conseil exécutif. Deux séries de ces microfilms sont maintenant accessibles au centre d'archives des ANQ et à celui de l'UQAR.

Le Centre a aussi acquis les microfilms relatifs aux recensements fédéraux (période 1765-1891) de cinq comtés des deux régions qu'il dessert.

L'Archevêché de Rimouski a déposé la série des microfilms des registres de l'état civil de toutes les paroisses du diocèse. Enfin, avec le versement des archives du district judiciaire de Kamouraska, le Centre a obtenu la série des microfilms des notaires ayant exercé dans ce district avant 1850.

### **Services-conseils**

La plupart des activités de service-conseil avaient trait à l'application des calendriers de conservation. Plus de 80 organismes ont bénéficié de rencontres d'une journée pour mettre à jour leur information à ce sujet. Quelques bureaux régionaux de ministères ont également profité de l'expertise de l'archiviste régional relativement au versement de leurs archives au Centre.

Une relance a été faite à l'automne 1991 auprès d'une soixantaine d'organismes qui n'ont toujours pas produit leur calendrier. Les résultats furent mitigés si l'on considère que seulement cinq d'entre eux ont déposé une première version de leur calendrier.

Par ailleurs, l'aide-conseil auprès des généalogistes et des historiens s'est intensifiée durant l'exercice. Plusieurs sessions de formation ont été tenues dans la région. Celle qui portait sur l'utilisation des archives notariales dans la recherche historique et généalogique a eu beaucoup de succès.

## **LE CENTRE D'ARCHIVES DU SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN**

### **Acquisitions**

L'orientation que privilégient maintenant les Archives nationales du Québec, soit d'encourager le secteur privé à prendre en charge la protection de son propre patrimoine archivistique, a ralenti l'application du programme d'acquisition d'archives privées du Centre, en 1991-1992.

Les activités dans le secteur des archives publiques se sont maintenues. Deux ministères et un organisme gouvernemental ont effectué des versements. Le Direction régionale du ministère des Affaires culturelles a poursuivi l'application de son calendrier de conservation. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et l'Office de planification et de développement du Québec ont fait des versements de dossiers régionaux.

### **Traitement**

La contribution de plusieurs stagiaires, le recours à deux programmes de projets d'emploi et la collaboration de la Société historique du Saguenay et de la Corporation de la Pulperie de Chicoutimi ont permis au Centre de maintenir à un haut niveau ses activités de traitement de fonds et de collections.

Quatre fonds de notaires et onze fonds privés ont été traités durant l'exercice. Par ailleurs, treize nouveaux instruments de recherche, répertoires et inventaires ajoutent aux moyens d'information du Centre sur le contenu des fonds et collections qu'il conserve.

### **Microfilms et microfiches**

Le Centre a acquis 324 bobines de microfilms et 512 microfiches durant l'exercice.

Les principales acquisitions concernent des registres d'état civil de paroisses produits par les Mormons, les éditions 1982, 1983 et 1984 de l'hebdomadaire régional *Le Progrès-Dimanche* et le fonds Placide Gaudet, particulièrement populaire auprès des chercheurs pour ses notes généalogiques sur les Acadiens.

Les autres bobines proviennent des Archives nationales du Québec et du Canada. Elles présentent une documentation abondante relative au Régime colonial français, à des inventaires de transactions immobilières ainsi qu'à des fichiers d'état civil et de districts judiciaires. Quant aux microfiches, elles reproduisent des instruments de recherche provenant du réseau de notre institution.

### **Diffusion**

Les activités de diffusion du Centre ont été particulièrement diversifiées en 1991-1992. Dans le secteur de l'éducation, le personnel a accueilli 23 groupes scolaires pour des visites guidées, dont, pour la première fois, quatre groupes d'élèves du primaire. Cette expérience s'est d'ailleurs avérée un franc succès. Le centre a aussi contribué à plusieurs expositions, dont quatre, particulièrement importantes, présentaient des documents relatifs à l'histoire, à l'architecture et au secteur de l'enseignement de Chicoutimi.

Par ailleurs, les activités ont été soutenues dans les secteurs des relations publiques, du renseignement et de l'engagement communautaire. Ainsi, la contribution de l'archiviste régional à l'organisation des fêtes du 150<sup>e</sup> de Chicoutimi a accru la visibilité du Centre.

### **Services-conseils**

L'archiviste régional a répondu à 73 demandes d'information provenant de 40 organismes publics et de 21 organismes privés durant l'exercice.

Vingt-et-un des 23 centres d'accueil de la région ont bénéficié de sessions de formation sur l'application des calendriers de conservation et le classement des documents.

## **LE CENTRE D'ARCHIVES DE LA MAURICIE — BOIS-FRANCS**

### **Acquisitions**

Le Centre d'archives de la Mauricie — Bois-Francis a acquis, durant l'exercice, 687 registres d'état civil des districts judiciaires d'Arthabaska, de Drummondville et de Trois-Rivières pour les années 1891 à 1900 inclusivement. Toujours dans le secteur des archives publiques, neuf registres judiciaires sur les avis de sociétés (période 1925-1962) du protonotaire d'Arthabaska ont aussi été acquis par le Centre.

Dans le domaine des archives privées, il y a lieu de mentionner l'acquisition d'un plan de Shawinigan datant de 1888, l'amorce de démarches pour l'acquisition du fonds Wabasso et le transfert du fonds des Frères du Sacré-Coeur du Collège d'Arthabaska au Séminaire de Nicolet où il sera désormais conservé.

### **Traitement**

L'essentiel du travail de traitement réalisé au Centre en 1991-1992 a été consacré à la production du guide des fonds d'archives d'origine privée.

Avec l'aide de stagiaires, dans certains cas, le personnel a aussi poursuivi l'indexation des contrats de mariage passés devant les notaires de la région et produit quelques instruments de recherche spécifique, dont l'inventaire du fonds Léo Henrichon et un répertoire, incluant les index onomastique et thématique, du fonds de l'Union des

producteurs agricoles de Nicolet. Il a aussi terminé les instruments de recherche relatifs au fonds Denis Vaugeois.

D'autre part, le Centre a poursuivi l'amélioration de l'accès aux fonds et aux collections. Il a notamment procédé à l'inscription de 1 350 nouvelles inscriptions au système SAPHIR, à la révision en profondeur et à la mise à jour du fichier de référence de la bibliothèque et à la normalisation de l'appellation des paroisses.

#### Microfilms et microfiches

La collection du Centre s'est enrichie en 1991-1992 de 152 bobines de microfilms composées principalement de registres d'état civil et de fonds reliés à l'administration coloniale.

Par ailleurs, soulignons la performance des trois points de services de la région qui disposent, grâce à un prêt des Archives nationales du Québec, des microfilms de l'état civil. Ces points de services ont permis à quelque 1 230 chercheurs d'avoir accès à cette information et d'entreprendre des recherches en dépit de leur horaire de travail ou de leur éloignement du Centre d'archives.

#### Diffusion

Le Centre d'archives a présenté deux expositions importantes. La première, intitulée *Le centre des affaires, d'hier à aujourd'hui*, présentait des photographies utilisées dans le cadre du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'édifice *Place de la Mauricie* (ancien édifice Pollack). La deuxième, intitulée *Moi, Trois-Rivières, je me souviens... du pays des Filles de Caleb*, exposait quatorze photographies des années 1880 à 1954, tirées de la collection de la Ville de Saint-Tite, et quelques volumes sur le même sujet.

Le Centre a également maintenu ses relations avec les organismes du milieu. À ce propos, il a organisé des visites guidées du Centre à l'intention de neuf groupes d'associations de citoyens et d'étudiants. Il a aussi joué un rôle important dans

l'organisation de la Semaine des archives et prêté son concours à titre de conférencier à plusieurs autres manifestations régionales d'envergure.

### **Services-conseils**

Le Centre a continué son travail de soutien aux organismes publics pour l'élaboration et l'application des calendriers de conservation, les modifications aux calendriers et l'établissement de listes de documents inactifs. Dans cette optique, il a répondu à 173 consultations téléphoniques et organisé sept rencontres de travail.

Dans le secteur des archives privées, le Centre maintient son appui administratif et logistique à la Table régionale de coordination des archives en assumant le secrétariat et par plusieurs autres collaborations.

Soulignons enfin la contribution toujours significative du Centre en matière de conseils aux chercheurs, et ce, aussi bien en salle de recherche que par téléphone ou par écrit.

## **LE CENTRE D'ARCHIVES DE L'ESTRIE**

### **Acquisitions**

Le Centre d'archives de l'Estrie a acquis trois fonds importants en 1991-1992. Il s'agit du fonds de l'Office de planification et de développement du Québec (période 1975-1986) : 1,32 mètre de documentation, du fonds Carrier Fortin (1941-1990) : 4,62 mètres de documents textuels et six photographies, et enfin du fonds du Comité organisateur de la Fête nationale du Québec, région de l'Estrie, qui totalise 3,30 mètres de texte et comprend 442 diapositives, 168 photographies et plusieurs autres documents sur support, audio et vidéo.

### **Traitement**

Le personnel du Centre a procédé à une première analyse du fonds Émilien Lafrance (1860-1977) et à son organisation en vue de son évaluation par le Conseil national d'évaluation des archives. Le fonds de l'ancien député-ministre comprend 3,76 mètres de documents textuels et près de 400 photographies.

Le Centre a aussi procédé à des recherches et à la datation de 935 dossiers de juridictions civile et criminelle portés en Cour d'appel. Il a également participé aux travaux d'un comité mis sur pied par les Archives nationales du Québec pour commenter les projets de normes de description préparés par le Centre de planification sur les normes de description du Bureau canadien des archives.

### **Microfilms et microfiches**

En 1991-1992, le Centre d'archives de l'Estrie a enrichi sa collection de 360 bobines de microfilms. Une partie de ces acquisitions provient des Archives nationales du Québec. Elle concerne principalement l'index de l'état civil de la région de Montréal et des actes notariés de la région de Montréal et de celle de Québec. Les autres acquisitions ont été fournies par les Archives nationales du Canada. Elles ont trait aux données brutes des recensements fédéraux de 1891 et de la période antérieure.

### **Diffusion**

Le Centre a continué de fournir en soirée un service à sa clientèle, le mercredi de chaque semaine, de 19 h à 22 h.

Il a aussi maintenu ses relations avec la presse, les organismes du milieu et le secteur scolaire. Une soirée d'information a notamment été offerte à un groupe de 24 étudiants en technique de documentation pour les familiariser avec les méthodes de conservation utilisées par le Centre. Par ailleurs, le Centre a été l'hôte d'un colloque de l'Association des archivistes du Québec. Ce colloque réunissait une vingtaine de généalogistes et d'historiens.

Il a terminé la rédaction du manuscrit d'un guide comprenant la description de 48 fonds d'archives d'origine privée.

### **Services-conseils**

L'archiviste régional a apporté une large contribution aux travaux du Comité pour la bonification du calendrier de conservation des Commissions scolaires du Québec.

Le Centre a poursuivi sa collaboration avec la Table de coordination des archives privées de l'Estrie. À titre de secrétaire permanent, l'archiviste régional a participé à six réunions et à un comité de travail de l'organisme. Enfin, le Centre de l'Estrie a été l'hôte d'une session de formation de deux jours et demi organisée à l'intention du personnel professionnel et technique des centres d'archives du réseau.

## **LE CENTRE D'ARCHIVES DE L'OUTAOUAIS**

### **Acquisitions**

Le Centre d'archives de l'Outaouais a fait l'acquisition de quatre nouveaux fonds — deux d'archives privées et deux d'archives publiques — durant l'exercice. Il a également reçu six versements complémentaires à des fonds déjà acquis.

Dans l'ensemble, ces acquisitions constituent un enrichissement significatif. Le fonds de l'architecte René Richard (10 000 plans et devis), entre autres, permet au centre de développer un secteur d'archives qui y était jusqu'ici peu important.

### **Traitement**

Le Centre a réalisé le traitement de trois fonds ainsi que des répertoires numériques détaillés, dont un pour le fonds René Richard, nouvellement acquis.

Consécutivement au travail amorcé en 1990-91, il a entrepris l'indexation de la collection des quelque 73 000 photographies conservées au Centre.

#### **Microfilms, microfiches**

Le Centre a acquis 192 microfilms en 1991-1992. Trente-cinq de ces microfilms concernent des rôles d'évaluation de la Ville de Hull, 101 des registres d'état civil du protonotaire du district de Montréal et 48 des recensements fédéraux. Parmi les huit autres, enfin, quatre reproduisent des testaments et des contrats de transactions immobilières enregistrés à la Cour supérieure de Montréal et quatre des registres de greffes de notaires du Régime français conservés au Centre de Québec et de Chaudière-Appalaches.

#### **Diffusion**

Le Centre est demeuré actif auprès des organismes qui sont ses partenaires et auprès de ses clientèles, et il a collaboré à quelques événements historiques régionaux. Il a notamment monté une exposition sur le syndicalisme, en commémoration du 70<sup>e</sup> anniversaire de la fondation, à Hull, de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada; il a également organisé une série de conférences sur le même sujet. Par ailleurs, l'équipe régionale a terminé la préparation d'un guide sur les archives d'origine privée conservées au Centre.

#### **Services-conseils**

Le Centre de l'Outaouais consacre une importante partie de ses services-conseils à la gestion documentaire des organismes du secteur public.

Ainsi, au cours de l'exercice, une centaine d'organismes publics ont été invités à participer à des sessions de formation sur l'application des calendriers de conservation. Quelque cinquante d'entre eux se sont prévalus de cette offre.

Par ailleurs, l'archiviste régional a dispensé de nombreux conseils sur le même sujet aux responsables de la gestion documentaire.

## **LE CENTRE D'ARCHIVES DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET DU NORD-DU-QUÉBEC**

### **Acquisitions**

En 1991-1992, le Centre d'archives de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec a fait l'acquisition de quelques petits fonds d'archives privées et d'un fonds plus significatif d'archives publiques provenant du ministère des Communications du Québec. Ce versement, constitué essentiellement d'archives sonores, s'ajoute à une riche documentation du même ministère acquise durant le dernier exercice.

### **Traitement**

Les efforts consacrés par le Centre au traitement des documents d'archives ont porté en priorité sur la préparation du guide des fonds d'archives d'origine privée. Amorcé en avril 1991, avec le traitement de seulement 59 fonds, le travail a dû être accéléré pour être réalisé selon l'échéancier prévu. Terminé en décembre 1991, ce guide comprend la description de 196 fonds.

### **Microfilms et microfiches**

Le Centre a fait l'acquisition de 332 bobines de microfilm durant l'exercice; 282 provenaient des Archives nationales du Québec et concernent les registres de l'état civil. Les 50 autres, acquises des Archives nationales du Canada, ont trait au recensement de 1901.

## **Diffusion**

Après un exercice consacré à la réalisation d'un plan de communication pour marquer son 10<sup>e</sup> anniversaire, le Centre a continué, en 1991-1992, à promouvoir ses activités dans des secteurs où il a jusqu'ici beaucoup investi.

Il a monté trois expositions dans ses locaux sur des thèmes propres à la région et il en a aussi présenté deux autres hors de ses murs. La première, en trois occasions, répondait à la demande de groupes du milieu. La deuxième a été organisée en partenariat dans le cadre de la 10<sup>e</sup> édition du Festival du cinéma international de l'Abitibi-Témiscamingue.

Le Centre, pionnier dans ce domaine, a continué ses activités d'animation de groupes scolaires au primaire et au secondaire. Le personnel a notamment organisé plusieurs rencontres dans les écoles, des visites guidées du Centre et des sessions d'initiation à la généalogie. Il a enfin apporté son concours à la semaine du patrimoine et de l'histoire, organisée par l'école polyvalente d'Iberville.

## **Services-conseils**

Au cours de l'exercice, le Centre a offert une aide-conseil soutenue aux intervenants du secteur public chargés du suivi et de l'application du calendrier de conservation de leurs organismes. Cette assistance a été particulièrement active dans le secteur municipal.

Des conseils ont également été fournis à quelques organismes régionaux du secteur privé qui ont entrepris la gestion de leurs documents. C'est le cas, entre autres, du Conseil de la culture de l'Abitibi-Témiscamingue et du Club Rotary de La Sarre.

Le personnel continue d'offrir des services-conseils aux généalogistes, aux chercheurs et aux membres du corps enseignant. Le Centre a sensiblement augmenté le contenu de la bibliothèque de référence généalogique. Il a aussi maintenu son aide au fonctionnement d'un point de services à Amos, avec la Société d'histoire de l'endroit.

Cette expérience, mise de l'avant en 1983 par des professeurs de l'école polyvalente de La Forêt, favorise la recherche généalogique par un accès décentralisé à une documentation microfilmée abondante, de même qu'à un service de prêt du Répertoire de mariages.

## **LE CENTRE D'ARCHIVES DE LA CÔTE-NORD**

### **Acquisitions**

Le Centre d'archives de la Côte-Nord a fait l'acquisition de trois nouveaux fonds significatifs durant l'exercice. Il s'agit du fonds Alexis Joveneau (51 bobines de films 8 mm), du fonds de l'Office de planification et de développement du Québec (99 cm) et du fonds Les Châtelaines de Sept-Îles (22 cm).

Le Centre a également complété certains fonds déjà acquis. C'est le cas du fonds du Protonotaire de Mingan et de celui de Baie-Comeau, maintenant complets jusqu'à l'année 1900. Par ailleurs, de nouveaux versements de photographies (130) ont été effectués dans le fonds Mitchell Campbell.

### **Traitement**

Au cours de l'exercice, le Centre a traité la série des cartes et plans du fonds de la compagnie minière I.O.C. et produit un inventaire de cette série qui est maintenant disponible aux chercheurs. Il a aussi effectué le traitement de la partie textuelle du fonds Eveline Bignell, ainsi que celui du fonds du Conseil des communications de la Côte-Nord.

### **Microfilms et microfiches**

En 1990-1991, le Centre a procédé au microfilmage des registres de l'état civil de plusieurs paroisses de la Côte-Nord, de leur année de fondation jusqu'à 1900. Ces microfilms sont maintenant accessibles aux chercheurs.

Le Centre a aussi acquis 171 bobines de microfilm dont 121 concernent principalement le fichier de l'état civil du district de Montréal. Les 50 autres originent des Archives nationales du Canada et portent sur le recensement de 1901.

### **Diffusion**

Le Centre a investi une part importante de ses activités de diffusion dans l'élaboration et la mise en oeuvre d'une stratégie d'intervention auprès du corps enseignant du primaire et du secondaire afin de le sensibiliser au patrimoine archivistique. De plus, il a eu recours à la presse régionale pour informer la population et sa clientèle sur ses activités courantes ou ponctuelles.

Le Centre a organisé une exposition relative aux vieux bâtiments de Sept-Îles et a terminé la rédaction du manuscrit du guide sur les fonds d'archives d'origine privée qu'il conserve.

### **Services-conseils**

Le Centre a organisé plusieurs séances de formation sur l'application des calendriers de conservation à l'intention d'une quarantaine de municipalités de la Côte-Nord. Il a également dispensé des conseils relatifs à la présentation des documents inactifs à une vingtaine d'organismes régionaux. Enfin, dans le secteur des archives privées, il a aussi apporté son soutien à la Société de généalogie de la Côte-Nord, notamment pour la promotion de la recherche généalogique.

## **LE SERVICE CENTRAL DE DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES**

Le Service central de développement de systèmes gère le programme informatique des Archives nationales du Québec. Il est aussi responsable des dossiers relatifs à l'information sur les lois applicables aux archives et dispense des services en matière de généalogie et de micrographie.

Au début de l'exercice, les Archives nationales du Québec ont fait une mise à jour de leur analyse préliminaire de 1989 en matière d'orientation informatique et bureautique. Le ministère des Communications ayant émis un avis favorable sur la nouvelle orientation technologique, les Archives présenteront au Conseil du trésor, en avril 1992, la mise à jour de leur analyse préliminaire. Par ailleurs, une dépense de 303 000 \$, prévue pour l'acquisition d'équipement et de logiciels en 1991-1992, n'a pas été autorisée par le Conseil du trésor; elle sera reportée au prochain exercice.

### **Le programme informatique**

#### **Les fonctions informatiques**

L'opération de mise à jour de la banque de données a permis d'insérer 283 nouvelles inscriptions de fonds, 110 nouvelles inscriptions d'instruments de recherche et plus de 7 000 inscriptions d'articles et de sous-articles. Le Service a maintenu son soutien auprès des équipes régionales des Archives nationales du Québec, plus particulièrement à Rimouski, à Chicoutimi et à Montréal.

Dans le cadre du développement du nouveau système informatique, le Service a créé une liste de 2 500 vedettes-matières, une base nécessaire à la recherche, qui sera continuellement enrichie pour répondre aux besoins des chercheurs et du personnel des Archives nationales du Québec. De plus, comme pilote de système, il a validé les architectures de données et de traitement nécessaires au remplacement du système informatique SAPHIR.

#### **Les fonctions bureautiques**

L'inventaire des équipements et des logiciels a été poursuivi durant l'année avec la collaboration de la Direction des ressources informatiques du Ministère. À partir de l'information recueillie, un projet de mise aux normes a été présenté au Conseil du trésor. L'installation de 300 logiciels a nécessité l'élaboration d'une norme et de procédures en collaboration avec le personnel de la Direction des ressources informatiques.

Plus de 960 heures ont été consacrées au dépannage, alors qu'une somme de 40 000 \$ a été allouée à l'achat de matériel ergonomique et à des installations d'équipement dans les neuf centres du réseau.

### **La recherche et l'information sur les lois applicables aux archives**

En 1991-1992, le Service a répondu à 234 demandes d'information à caractère juridique, dont près de 80 % provenaient du personnel même des Archives nationales du Québec. Il faut néanmoins signaler une augmentation des demandes provenant du secteur privé, qui correspondent maintenant à 10 % du total annuel.

### **La généalogie**

La production du matériel pour un nouvel atelier sur la paléographie et sur l'utilisation des actes notariés en histoire et en généalogie a été réalisée tel que prévu. Trois types d'ateliers spécialisés sont maintenant disponibles dans le réseau des centres régionaux. Le premier porte sur l'initiation à la recherche généalogique, le deuxième sur l'initiation à la lecture des documents anciens (paléographie) et le troisième sur l'utilisation des actes notariés en histoire et en généalogie.

Le guide des ouvrages et des fonds généalogiques est en préparation. Ce guide vise à inventorier les fonds d'archives généalogiques conservés dans les centres des Archives nationales du Québec; il devrait être terminé durant le prochain exercice.

### **La micrographie**

Le Service a fait la mise à jour de l'inventaire des microfilms et de l'équipement de l'institution. Il a maintenu des échanges établis avec plusieurs partenaires oeuvrant dans le domaine de la micrographie.

En ce qui concerne la production, le personnel a traité 27 nouveaux fonds et réalisé 130 instruments de recherche. Quelque 139 bobines de microfilms et 276 000 images ont été produites.

Pour leur part, les membres de la Société de généalogie de l'Utah ont continué le microfilmage des registres de l'état civil et des greffes des notaires. Quatorze fonds ont été microfilmés pour un total de 352 bobines et 1 100 000 images.

Les demandes de prêt entre bibliothèques ont exigé la copie de 376 microfilms et de 385 microfiches. En plus du prêt entre bibliothèques, le personnel a reproduit, pour l'ensemble des Archives nationales du Québec, 2 364 copies de microfilms et 5 204 copies de microfiches.

### **LE SERVICE DES COMMUNICATIONS**

Tel qu'il était prévu, le Service des communications a réalisé plusieurs éléments de son plan de communication institutionnel, en prévision de la participation des Archives nationales du Québec au XII<sup>e</sup> Congrès international des archives, qui aura lieu à Montréal en septembre prochain.

Parallèlement à ses activités courantes dans les secteurs de la diffusion, de l'information, des relations publiques, de l'édition et de la publicité, le Service a mis des efforts particuliers dans la production de différents ouvrages de référence, de matériel promotionnel et dans la réalisation d'un stand d'exposition.

La 4<sup>e</sup> édition des *Normes et procédures archivistiques des Archives nationales du Québec* est terminée et la traduction anglaise est en cours. La série de neuf guides sur les archives d'origine privée conservées dans les centres régionaux de l'institution est en bonne voie de réalisation. Au total, une quinzaine de projets d'édition sont en cours et seront terminés pour septembre 1992.

### **LE SERVICE DES ARCHIVES PRIVÉES**

Le Service des archives privées a pour mandat principal de coordonner la gestion des programmes d'aide dans le domaine des archives. Régulièrement, il effectue différen-

tes analyses afin de mesurer l'atteinte des objectifs fixés par les programmes. Au cours de l'année 1991-1992, les deux programmes d'aide financière administrés par les Archives nationales du Québec ont été révisés et des ajustements ont été recommandés afin qu'ils répondent mieux aux besoins de la clientèle. Ainsi, il a été décidé que le programme d'aide au traitement d'archives ne deviendrait accessible qu'aux seuls détenteurs d'archives privées à partir de 1992-1993. En ce qui concerne le programme d'aide financière au fonctionnement des services d'archives privées agréés, il a été décidé d'envisager différents moyens de favoriser davantage les organismes qui sont actifs en matière d'acquisition d'archives privées.

En tant que responsable du programme d'agrément, le Service analyse les différentes demandes à cet effet. En 1991-1992, huit demandes ont été analysées pour être soumises à un comité d'évaluation. Ainsi, cinq organismes ont pu être agréés, dont quatre ont reçu une aide financière. Mentionnons que le Service assiste et conseille les organismes désireux de profiter de ce programme.

De plus, il a représenté les Archives nationales du Québec lors de l'analyse du système de gestion des activités du domaine culturel du Ministère.





1875

1876

1877

1878

1879

1880

1881

1882

1883

1884

**TABLEAU 1**

Répartition de l'effectif permanent et des ressources financières autres que la rémunération en 1991-1992

UNITÉ ADMINISTRATIVE	NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS	BUDGET AUTRE QUE LA RÉMUNÉRATION ET LE TRANSFERT
Direction générale des archives	4	61 900 \$
Direction de Québec et de Chaudière-Appalaches	65	223 300 \$
Direction de Montréal, de Laval, de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie	39	200 300 \$
Direction des régions		
. Réseau administratif	5	81 900 \$
. Centre du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	3	19 300 \$
. Centre du Saguenay—Lac-Saint-Jean	3	21 900 \$
. Centre de la Mauricie—Bois-Francs	3	17 100 \$
. Centre de l'Estrie	3	16 700 \$
. Centre de l'Outaouais	3	24 400 \$
. Centre de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec	3	18 700 \$
. Centre de la Côte-Nord	3	24 200 \$
Service central de développement des systèmes	9,5	65 700 \$
Service des communications	3	63 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>146,5</b>	<b>838 400 \$</b>

**TABLEAU 2**

Nombre de calendriers de conservation prévus, reçus et approuvés par chaque centre d'archives depuis le début de l'opération et pendant l'exercice 1991-1992

RÉGIONS	NOMBRE DE CALENDRIERS DE CONSERVATION					
	Depuis le début			En 1991-1992		
	Prévus	Reçus	Approuvés	Prévus	Reçus	Approuvés
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	394	348	335	58	6	8*
Saguenay-Lac-Saint-Jean	188	180	173	7	7	0
Québec et Chaudière- Appalaches	775	717	708	95	31	41*
Mauricie-Bois-Francs	413	328	316	104	6	4
Estrie	247	245	244	2	1	0
Montréal, Laval, Lanaudière Laurentides et Montérégie	1395	1232	1209	100	100	37
Outaouais	165	155	155	0	10	10
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	178	154	154	34	11	11
Côte-Nord	91	82	82	11	2	2
<b>TOTAL</b>	<b>3846</b>	<b>3441</b>	<b>3376</b>	<b>411</b>	<b>174</b>	<b>113</b>

\* Le nombre des approbations est supérieur à celui des calendriers reçus lorsque plusieurs d'entre elles sont reportées d'un exercice à l'autre.

**TABLEAU 3**

Nombre de modifications à des calendriers de conservation reçues et approuvées par chaque centre d'archives durant l'exercice 1991-1992

RÉGIONS	NOMBRE DE MODIFICATIONS À DES CALENDRIERS 1991-1992	
	REÇUES	APPROUVÉES
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	13	12
Saguenay-Lac-Saint-Jean	6	3
Québec et Chaudière- Appalaches	65	62
Mauricie-Bois-Francs	46	42
Estrie	9	31*
Montréal, Laval, Lanaudière Laurentides et Montérégie	113	93
Outaouais	7	7
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	24	24
Côte-Nord	3	3
<b>TOTAL</b>	<b>286</b>	<b>277</b>

\* Le nombre de modifications approuvées est supérieur à celui des demandes reçues lorsque des approbations sont reportées d'un exercice à l'autre.

**TABEAU 4**

Quantité d'archives acquises en 1991-1992 exprimée en mètres linéaires (m l.), en heures (h), en pièces (p.) et en bobines (b.)

RÉGIONS	TYPE DE DOCUMENTS	ARCHIVES PUBLIQUES	ARCHIVES PRIVÉES	TOTAL
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Archives écrites (m l.)	181,76	21,34	203,10
	Cartes et plans (p.)	0	400	400
	Images fixes (p.)	0	1	1
	Enreg. sonores (h)	0	0	0
	Images animées (h)	0	0	0
	Microfilms (b.)	308	11	319
	Microfiches (p.)	0	0	0
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Archives écrites (m l.)	1,21	14,06
Cartes et plans (p.)		0	0	0
Images fixes (p.)		0	1 327	1 327
Enreg. sonores (h)		0	0	0
Images animées (h)		0	0,40	0,40
Microfilms (b.)		324	0	324
Microfiches (p.)		512	0	512
Québec et Chaudière-Appalaches		Archives écrites (m l.)	529,43	39,5
	Cartes et plans (p.)	11 763	15 717	27 480
	Images fixes (p.)	10 000	0	10 000
	Enreg. sonores (h)	2	3	5
	Images animées (h)	368	30	398
	Microfilms (b.)	846	3	849
	Microfiches (p.)	0	0	0
	Mauricie-Bois-Francs	Archives écrites (m l.)	12,77	0
Cartes et plans (p.)		0	1	1
Images fixes (p.)		0	0	0
Enreg. sonores (h)		0	0	0
Images animées (h)		0	0	0
Microfilms (b.)		152	0	152
Microfiches (p.)		0	0	0
Estrie		Archives écrites (m l.)	1,34	7,92
	Cartes et plans (p.)	0	0	0
	Images fixes (p.)	0	616	616
	Enreg. sonores (h)	0	13,35	13,35
	Images animées (h)	0	7	7
	Microfilms (b.)	360	0	360
	Microfiches (p.)	426	0	426

TABLEAU 4 (suite)

RÉGIONS	TYPE DE DOCUMENTS	ARCHIVES PUBLIQUES	ARCHIVES PRIVÉES	TOTAL
Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie	Archives écrites (m l.)	149,57	71,35	220,92
	Cartes et plans (p.)	9	620	629
	Images fixes (p.)	0	1 190 805	1 190 805
	Enreg. sonores (h)	17	0	17
	Images animées (h)	0	29	29
	Microfilms (b.)	679	443	1 122
	Microfiches (p.)	N/D*	N/D*	492,*
Outaouais	Archives écrites (m l.)	2	6,10	8,10
	Cartes et plans (p.)	0	10 000	10 000
	Images fixes (p.)	0	48	48
	Enreg. sonores (h)	0	0	0
	Images animées (h)	0	15	15
	Microfilms (b.)	0	192	192
	Microfiches (p.)	0	0	0
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	Archives écrites (m l.)	0	7,36	7,36
	Cartes et plans (p.)	0	78	78
	Images fixes (p.)	0	3 422	3 422
	Enreg. sonores (h)	5	13	18
	Images animées (h)	0	0	0
	Microfilms (b.)	325	55	380
	Microfiches (p.)	0	0	0
Côte-Nord	Archives écrites (m l.)	1,95	0,22	2,17
	Cartes et plans (p.)	0	0	0
	Images fixes (p.)	0	130	130
	Enreg. sonores (h)	0	0	0
	Images animées (h)	0	9	9
	Microfilms (b.)	171	0	171
	Microfiches (p.)	0	0	0
TOTAL	Archives écrites (m l.)	880,03	167,85	1 047,88
	Cartes et plans (p.)	11 772	26 816	38 588
	Images fixes (p.)	10 000	1 196 349	1 206 349
	Enreg. sonores (h)	24	29,35	53,35
	Images animées (h)	368	90,40	458,40
	Microfilms (b.)	3 165	704	3 869
	Microfiches (p.)	938,*	0,*	1 430,*

\* En l'absence de données sur la provenance de ces archives, seul le total des pièces est indiqué.

TABLEAU 5

Quantité d'archives conservées aux ANQ au 31 mars 1992 en mètres linéaires (m l.), en heures (h), en pièces (p.) et en bobines (b.)

RÉGIONS	TYPE DE DOCUMENTS	ARCHIVES PUBLIQUES	ARCHIVES PRIVÉES	TOTAL
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	Archives écrites (m l.)	474,19	311,95	786,14
	Cartes et plans (p.)	141	1 422	1 563
	Images fixes (p.)	0	52 669	52 669
	Enreg. sonores (h)	0	0	0
	Images animées (h)	0	20	20
	Microfilms (b.)	1 792	181	1 973
	Microfiches (p.)	0	0	0
Saguenay—Lac-Saint-Jean	Archives écrites (m l.)	640,46	780,64	1 421,10
	Cartes et plans (p.)	0	21 424	21 424
	Images fixes (p.)	0	689 719	689 719
	Enreg. sonores (h)	0	8 010	8 010
	Images animées (h)	0	567,35	567,35
	Microfilms (b.)	2 286	707	2 993
	Microfiches (p.)	6 352	790	7 142
Québec et Chaudière-Appalaches	Archives écrites (m l.)	14 839,43	1 338,50	16 177,93
	Cartes et plans (p.)	304 405	127 420	431 825
	Images fixes (p.)	553 883	381 038	934 921
	Enreg. sonores (h)	12 777	800	13 577
	Images animées (h)	3 033	505	3 538
	Microfilms (b.)	N/D*	N/D*	9 541,*
	Microfiches (p.)	0	0	0
Mauricie—Bois-Francs	Archives écrites (m l.)	1 397,45	133,88	1 531,33
	Cartes et plans (p.)	1 178	1	1 179
	Images fixes (p.)	12	186 173	186 185
	Enreg. sonores (h)	250,34	77	327,34
	Images animées (h)	11,45	117,15	129
	Microfilms (b.)	2 147	84	2 231
	Microfiches (p.)	0	0	0
Estrie	Archives écrites (m l.)	943,24	119,02	1 062,26
	Cartes et plans (p.)	105	1 169	1 274
	Images fixes (p.)	672	95 894	96 566
	Enreg. sonores (h)	0	555,35	555,35
	Images animées (h)	25,21	14,15	39,36
	Microfilms (b.)	3 014	894	3 908
	Microfiches (p.)	19 466	0	19 466

\* En l'absence de données sur la provenance de ces archives, seul le total des pièces est indiqué.

TABLEAU 5 (suite)

RÉGIONS	TYPE DE DOCUMENTS	ARCHIVES PUBLIQUES	ARCHIVES PRIVÉES	TOTAL
Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie	Archives écrites (m l.)	10 728,21	1 641,02	12 369,23
	Cartes et plans (p.)	665 009	139 689	804 698
	Images fixes (p.)	546 000	4 530 222	5 076 222
	Enreg. sonores (h)	17	2 110	2 127
	Images animées (h)	1 058	3 724	4 782
	Microfilms (b.)	5 895	1 095	6 990
	Microfiches (p.)	N/D*	N/D*	12 263,*
Outaouais	Archives écrites (m l.)	517	290	807
	Cartes et plans (p.)	0	11 500	11 500
	Images fixes (p.)	0	73 000	73 000
	Enreg. sonores (h)	0	471	471
	Images animées (h)	0	2 030	2 030
	Microfilms (b.)	2 481	55	2 536
	Microfiches (p.)	800	0	800
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	Archives écrites (m l.)	92,40	236,01	328,41
	Cartes et plans (p.)	300	461	761
	Images fixes (p.)	6 157	189 164	195 321
	Enreg. sonores (h)	247,27	39	286,27
	Images animées (h)	0	5,21	5,21
	Microfilms (b.)	901	633	1 534
	Microfiches (p.)	0	13	13
Côte-Nord	Archives écrites (m l.)	127,76	205,95	333,71
	Cartes et plans (p.)	832	12 134	12 966
	Images fixes (p.)	274	110 506	110 780
	Enreg. sonores (h)	0	27	27
	Images animées (h)	4	113	117
	Microfilms (b.)	1 350	0	1 350
	Microfiches (p.)	0	1 151	1 151
TOTAL	Archives écrites (m l.)	29 760,14	5 056,97	34 817,11
	Cartes et plans (p.)	971 970	315 220	1 287 190
	Images fixes (p.)	1 106 998	6 308 385	7 415 383
	Enreg. sonores (h)	13 292,01	12 089,35	25 381,36
	Images animées (h)	4 132,06	7 096,26	11 228,32
	Microfilms (b.)	19 866,*	3 649,*	33 056,*
	Microfiches (p.)	26 618,*	1 954,*	40 835,*

\* En l'absence de données sur la provenance de ces archives, seul le total des pièces est indiqué.

**TABLEAU 6**

**Statistiques sur les services au public dans les neuf centres du réseau**

**Fréquentation des salles de recherche**

Total des séances de travail par période quotidienne . . . . .	84 421
Répartition des séances de travail par période quotidienne :	
Avant-midi : 35 % . . . . .	29 585
Après-midi : 51 % . . . . .	43 455
Soirée : 14 % . . . . .	11 381

**Motif de la recherche**

Études . . . . .	7 590
Travail professionnel . . . . .	3 020
Recherche généalogique . . . . .	26 830
Autres motifs . . . . .	1 957

**Documents consultés sur place par les chercheurs**

Documents textuels	nombre d'articles . . . . .	29 276
	nombres de pièces . . . . .	9 542
Documents microfilmés	nombre de bobines . . . . .	87 859
	nombre de microfiches . . . . .	99 180
Documents cartographiques et architecturaux	nombre d'articles . . . . .	2 261
	nombre de pièces . . . . .	24 610
Documents iconographiques	nombre d'articles . . . . .	254
	nombre de pièces . . . . .	70 389
Films	nombre de pièces . . . . .	619
	nombre d'heures de visionnement . . . . .	164 h 08 min
Enregistrements sonores	nombre de pièces . . . . .	477
	nombre d'heures d'écoute . . . . .	118 h 30 min
Documents imprimés	ouvrages ou extraits d'ouvrage . . . . .	26 040

## TABLEAU 6 (suite)

### Traitement des demandes écrites et téléphoniques

Réponses par courrier à des demandes écrites de recherche ou de reproduction de documents . . . . .	4 075
Réponses par courrier ou par téléphone à des demandes téléphoniques de recherche ou de reproduction de documents . . . . .	1 745
Recherches effectuées à la suite de demandes de renseignements à caractère historique . . . . .	1 003
Nombre de documents identifiés dans les demandes écrites ou téléphoniques et qui ont fait l'objet d'une recherche . . . . .	9 851

### Utilisation des locaux

Visites guidées des centres . . . . .	179
Nombre de visiteurs . . . . .	3 336
Séances d'information sur le mandat ou les activités des ANQ . . . . .	270
Nombre de participants . . . . .	2 810
Autres activités organisées par les centres des ANQ ou par leurs partenaires et tenues dans les locaux des Centres . . . . .	324
Nombre de participants . . . . .	7 707
Organismes partenaires hébergés dans les centres des ANQ . . . . .	1 à 3 par centre
Nombre de personnes reçues dans les locaux occupés par les organismes hébergés par les ANQ . . . . .	5 230

**TABLEAU 7**

Stages aux Archives nationales du Québec en 1991-1992

RÉGIONS	NOMBRE DE STAGIAIRES		DURÉE TOTALE DES STAGES
	du Québec	de l'extérieur	Semaines-personnes
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie— Îles-de-la-Madeleine	2	0	3
Saguenay—Lac-Saint-Jean	19	0	33
Québec et Chaudière-Appalaches	10	3	55
Mauricie—Bois-Francs	2	1	17
Estrie	2	0	6
Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie	25	2	125
Outaouais	6	0	122
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1	0	4
Côte-Nord	1	0	4
<b>TOTAL</b>	<b>68</b>	<b>6</b>	<b>369</b>

**ANNEXE I**

**PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AU TRAITEMENT DES ARCHIVES  
LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS EN 1991-1992**

**RÉGIONS DU BAS-SAINT-LAURENT ET DE LA GASPÉSIE — ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

NOM DU DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	SUBVENTION
La Corporation du Séminaire de Saint-Germain de Rimouski	Les archives du Séminaire	6 000,00 \$
Centre d'animation et de diffusion culturelles du Bas-Saint-Laurent	Traitement d'une partie du fonds Belle-Lavoie	7 885,00 \$
<b>TOTAL :</b>		<b>13 885,00 \$</b>

**RÉGION DU SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN**

NOM DU DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	SUBVENTION
Société d'histoire et de généalogie de Dolbeau	Index alphabétique sur support informatique des archives de la Société	5 000,00 \$
Barreau du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Regroupement et classement des archives du Barreau	2 000,00 \$
Société nationale des Québécois	Répertoire du fonds SSJB-SNQ Saguenay-Lac-Saint-Jean	5 995,00 \$
<b>TOTAL :</b>		<b>12 995,00 \$</b>

## RÉGIONS DE QUÉBEC ET DE CHAUDIÈRE-APPALACHES

NOM DU DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	SUBVENTION
Comité des citoyens et des citoyennes du quartier Saint-Sauveur	Traitement des documents historiques du Comité des citoyens et des citoyennes de Saint-Sauveur	3 000,00 \$
Fabrique Notre-Dame-de-Québec	État général des archives de Notre-Dame-de-Québec	3 000,00 \$
Institut culturel et éducatif montagnais	Répertoire numérique détaillé de diapositives : «Chasse et pêche»	3 000,00 \$
Les Archives des Ursulines de Québec	Inventaire analytique des registres manuscrits du XVI <sup>e</sup> siècle au XX <sup>e</sup> siècle	4 400,00 \$
Société des archives historiques de la région de l'Amiante	Traitement et inventaire de collections iconographiques	3 800,00 \$
Université Laval Division des archives	Traitement du fonds Luc Lacoursière	4 395,00 \$
Association des archivistes du Québec	Publication de la revue <i>Archives</i>	8 000,00 \$
	<b>TOTAL :</b>	<b>29 595,00 \$</b>

**RÉGION DE LA MAURICIE-BOIS-FRANCS**

NOM DU DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	SUBVENTION
Société historique d'Odanak	Traitement des procès-verbaux du comté de Yamaska	3 200,00 \$
Société de généalogie de la Mauricie-Bois-Francis	Actes du notaire Jean- Baptiste Vincent	1 600,00 \$
	<b>TOTAL :</b>	<b>4 800,00 \$</b>

**RÉGION DE L'ESTRIE**

NOM DU DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	SUBVENTION
Société d'histoire de Sherbrooke	Classement des fonds Choeur Héritage et Productions LA BEBELLE	4 495,00 \$
Société de généalogie des Cantons de l'Est inc.	Index des actes de baptême et de sépulture du comté de Shefford	2 000,00 \$
Société d'histoire de Stanstead	Guide des archives de la Société d'histoire de Stanstead	3 500,00 \$
Église Unie du Canada	Traitement des archives des églises locales du Consistoire Québec-Sherbrooke	3 000,00 \$
	<b>TOTAL :</b>	<b>12 995,00 \$</b>

RÉGIONS DE MONTRÉAL, DE LAVAL, DE LANAUDIÈRE, DES LAURENTIDES  
ET DE LA MONTÉRÉGIE

NOM DU DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	SUBVENTION
McGill University	Guide des sources de la collection d'architecture canadienne de l'Université McGill	3 000,00 \$
Les archives des Prêtres de Saint-Sulpice de Montréal	Les archives des Prêtres de Saint-Sulpice de Montréal	6 000,00 \$
Atelier d'histoire Hochelaga-Maisonneuve	Répertoire et index de la collection de photographies anciennes d'Hochelaga-Maisonneuve	6 500,00 \$
Congrès juif canadien	Préparation d'un état général des fonds d'archives du Congrès juif canadien	6 700,00 \$
Institut culturel AVATAQ	Quatre petits projets pour le Centre de documentation sur l'histoire des Inuit	6 800,00 \$
Société historique de Rigaud inc.	Index des concessionnaires de la seigneurie de Vaudreuil	1 500,00 \$
Kanien'kehaka Raotitiohka Cultural Center	Kanien'kehaka Raotitiohka Cultural Center Photographic Archives	6 800,00 \$
Ville de Montréal, Division de la gestion de documents et des archives	Répertoire numérique du fonds de la Cité de Saint-Henri	4 500,00 \$
Centre de recherche Lionel-Groulx	Traitement de la série correspondance du fonds Lionel Groulx	10 000,00 \$
	<b>TOTAL :</b>	<b>51 800,00 \$</b>

## RÉGION DE L'OUTAOUAIS

NOM DU DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	SUBVENTION
Société de généalogie de l'Outaouais	Indexation des rôles de perception/évaluation de la Ville de Hull (1876-1900)	2 000,00 \$
Commission scolaire Greater - Hull	Répertoire numérique simple des Commissions scolaires protestantes de l'Ouest québécois	6 000,00 \$
Ville de Gatineau	Répertoire numérique détaillé des archives de la municipalité de Touraine	5 000,00 \$
<b>TOTAL :</b>		<b>13 000,00 \$</b>

## RÉGIONS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET DU NORD-DU-QUÉBEC

NOM DU DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	SUBVENTION
Manoir Duchemin pour la sobriété	Inventaire des archives de garde Duchemin	6 000,00 \$
Évêché d'Amos	Réorganisation des archives de l'évêché	6 135,00 \$
<b>TOTAL :</b>		<b>12 135,00 \$</b>

**RÉGION DE LA CÔTE-NORD**

NOM DU DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	SUBVENTION
Société historique du Golfe inc.	Traitement des cartes et plans de la compagnie minière I.O.C.	7 275,00 \$
Évêché de Baie-Comeau	Répertoire numérique détaillé d'une partie du fonds	4 000,00 \$
<b>TOTAL :</b>		<b>11,275,00 \$</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL :</b>		<b>162 480,00 \$</b>

ANNEXE 2

**AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE EN 1991-1992  
AUX SERVICES D'ARCHIVES PRIVÉES AGRÉÉS  
ET MONTANT DE LA SUBVENTION**

Services agréés	Montant
Division des archives de l'Université Laval	0 *
Service d'archives du Congrès juif canadien	45 055 \$
Service d'archives du Centre de recherche des Cantons de l'Est	29 575 \$
Service d'archives du Séminaire de Nicolet	20 000 \$
Service d'archives du Musée McCord d'histoire canadienne	20 000 \$
Service d'archives historiques du Séminaire de Québec	20 000 \$
Service d'archives du Centre de recherche Lionel-Groulx	50 000 \$
Service d'archives de la Gaspésie	20 000 \$
Service d'archives de la Société d'histoire de Sherbrooke	20 000 \$
Service d'archives de la Société des archives historiques de la région de l'Amiante	31 838 \$
Service d'archives du Séminaire de Trois-Rivières	34 346 \$
Service d'archives de la Société historique du Saguenay	47 944 \$
Service d'archives de la Côte-du-Sud et du Collège de Sainte-Anne	21 962 \$
<b>TOTAL</b>	<b>360 720 \$</b>

\* Ce service, considéré comme un organisme public au sens de la *Loi sur les archives*, n'est pas admissible à une subvention.

## ANNEXE 3

---

### RÉPERTOIRE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS DES ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

#### PUBLICATIONS D'INFORMATION GÉNÉRALE

*Les Archives nationales du Québec.* Pochette d'information générale, 9" x 9". Huit fiches recto-verso, 1989. *Diffusion gratuite*

*Les Archives nationales du Québec. À l'avant-garde de la conservation et de la gestion des documents d'hier et d'aujourd'hui.* Dépliant d'information générale. Quatre volets, 3½" x 8½", recto-verso, 1990. *Diffusion gratuite*

*Les archives privées : Vers un véritable partenariat.* Dépliant d'information sur l'agrément de centres d'archives privées. Quatre volets, 3½" x 8½", recto-verso. *Diffusion gratuite*

#### *La collection MÉMOIRE*

Dépliant d'information sur une importante collection filmique documentaire. Quatre volets, 3½" x 8½", recto-verso, 1990. *Diffusion gratuite*

#### *La mémoire des Québécois*

Guide-catalogue d'une exposition permanente, salle Pierre-Georges-Roy, Centre d'archives de Québec et de Chaudière-Appalaches. 40 pages, 5½" x 8½", 1990. *Diffusion gratuite*

#### NORMES ET PROCÉDURES ARCHIVISTIQUES

#### *Normes et procédures archivistiques des Archives nationales du Québec*

Recueil de normes, de procédures et de descriptions concernant une gestion archivistique uniformisée et cohérente. 184 pages, 6" x 9". Quatrième édition : 1992. Disponible en septembre seulement. *Prix à déterminer*

## GUIDES ET INVENTAIRES DE RECHERCHE

### *Guide du chercheur*

*du Centre d'archives de Montréal, de Laval, de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie.* Outil de référence et d'orientation pour les chercheurs. 116 pages, 6½" x 9¼", 1991. Coût : 3,00 \$ plus taxes

### *Archives cartographiques et architecturales*

*conservées au Centre d'archives de Québec et de Chaudière-Appalaches.* Guide, inventaire, description et index des fonds. 400 pages, 8½" x 11", 1989. En vente aux Publications du Québec : 14,95 \$ plus taxes

### *Archives écrites d'origine privée<sup>1</sup>*

*conservées au Centre d'archives de Québec et de Chaudière-Appalaches.* Inventaire, description sommaire et index des fonds. 192 pages, 8½" x 11", 1991. En vente aux Publications du Québec : 12,95 \$ plus taxes

### *Copies d'archives d'origine française*

*conservées au Centre d'archives de Québec et de Chaudière-Appalaches.* Guide de fonds, de collections et de séries. 488 pages, 8½" x 11", 1990. En vente aux Publications du Québec : 14,95 \$ plus taxes

### *Archives des femmes au Québec*

Guide sommaire d'archives de femmes, d'associations, d'organisations féminines et de congrégations religieuses. 356 pages, 8½" x 11", 1990. En vente aux Publications du Québec : 14,95 \$ plus taxes

### *Archives des films et des vidéos*

*conservées au Centre d'archives de Québec et de Chaudière-Appalaches.* Inventaire, description sommaire et index. 480 pages, 8½" x 11". 4 665 documents décrits disponibles pour visionnement sur vidéocassettes, 1990. En vente aux Publications du Québec : 14,95 \$ plus taxes

---

<sup>1</sup> Ce guide est le premier de neuf publications qui seront consacrées aux archives écrites d'origine privée conservées dans les neuf centres d'archives de notre institution.

*Guide des archives judiciaires*<sup>2</sup>  
*District de Montréal, Volume 1. Cour du banc du roi 1795-1849 et Cour supérieure 1850-1932.* Centre d'archives de Montréal, de Laval, de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie. *Diffusion restreinte*

*Guide des archives judiciaires*<sup>2</sup>  
*District de Montréal, Volume 2. Cour de circuit 1849-1953.* Centre d'archives de Montréal, de Laval, de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie. *Diffusion restreinte*

### **GUIDES DE GESTION DES ARCHIVES PUBLIQUES**<sup>3</sup>

*Loi sur les archives*  
Extrait des *Lois refondues du Québec*. Première édition : décembre 1983. Dernière modification : janvier 1991. *En vente aux Publications du Québec : 3,50 \$ plus taxes*

*Élaboration et présentation d'un calendrier de conservation des documents*  
Guide à l'intention des ministères et organismes gouvernementaux. 40 pages, plus annexes, 8½" x 11". Réédition : mai 1989. *Diffusion restreinte*

*Élaboration et présentation d'un calendrier de conservation des documents*  
Guide à l'intention des organismes paragouvernementaux. 46 pages, plus annexes, 8½" x 11". 1988. *Diffusion restreinte*

*Délais de conservation des documents communs des ministères et organismes gouvernementaux*  
Recueil présentant Les délais de conservation de certaines catégories de documents administratifs. 48 pages, 8½" x 11". Réédition : décembre 1988. *Diffusion restreinte*

---

<sup>2</sup> Ces guides sont accessibles à la consultation dans tous les centres régionaux des ANQ.

<sup>3</sup> Ces guides, techniques ou très spécialisés, sont réservés aux gestionnaires d'archives des ministères et des organismes gouvernementaux et paragouvernementaux.

*Centre de documents semi-actifs des ANQ*

Guide du client : des solutions efficaces à la gestion de l'information semi-active. 48 pages, 8½" x 11". Édition : 1988. *Diffusion restreinte*

*Calendrier de conservation des documents*

Guide d'application pratique à l'intention des organismes publics. 42 pages, 8½" x 11". Édition : juin 1990. *Diffusion restreinte*

*Politique de gestion des documents inactifs des organismes publics*

Bulletin D'étape en étape, volume 4, Québec, août 1991. *Diffusion gratuite*

*Modèle pour l'inscription des documents informatiques au calendrier de conservation des documents*

Guide explicatif à l'intention des ministères, des organismes publics et institutionnels. 22 pages, 8½" x 11". Édition : novembre 1991. *Diffusion restreinte*

Centre de documents semi-actifs des Archives  
Publiques du Québec - 1000, rue de la  
Université, Québec, Québec H3A 2W4  
Téléphone : (418) 643-1111

Calendrier de conservation des documents  
Guide d'application pratique à l'intention des conservateurs  
de documents  
Ce guide a été élaboré en 1992 par le Centre de documents  
semi-actifs des Archives Publiques du Québec.  
Il est destiné à servir de référence aux conservateurs  
de documents, particulièrement dans le cas de documents  
à caractère administratif, juridique, fiscal, etc.  
Il est divisé en deux parties : la première partie  
présente les principes généraux de la conservation  
des documents, et la deuxième partie présente  
les recommandations relatives à la conservation  
des documents.

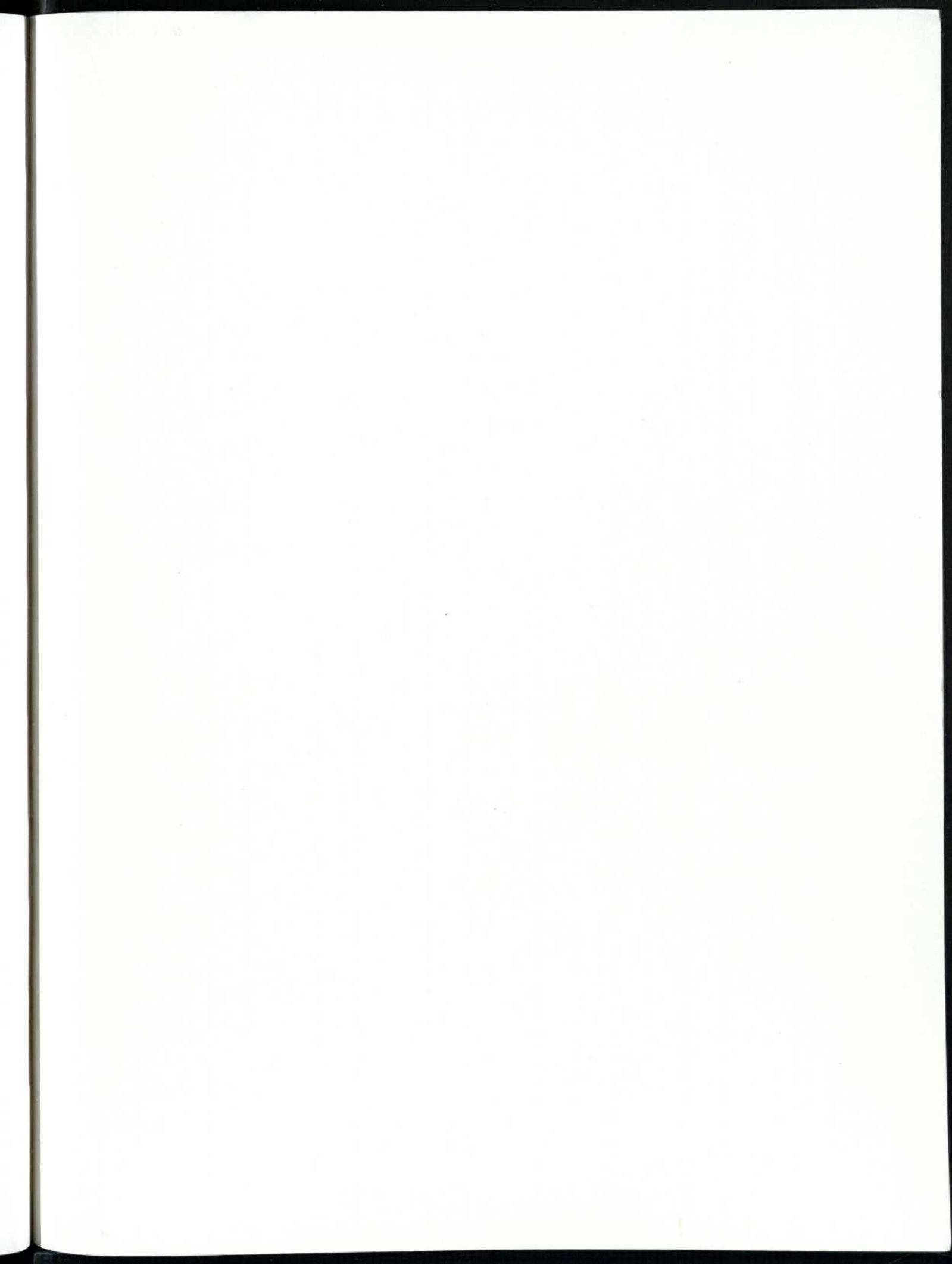
Le Centre de documents semi-actifs des Archives  
Publiques du Québec a l'honneur de vous offrir  
ce guide d'application pratique à l'intention  
des conservateurs de documents. Ce guide  
a été élaboré en 1992 par le Centre de documents  
semi-actifs des Archives Publiques du Québec.  
Il est destiné à servir de référence aux conservateurs  
de documents, particulièrement dans le cas de documents  
à caractère administratif, juridique, fiscal, etc.  
Il est divisé en deux parties : la première partie  
présente les principes généraux de la conservation  
des documents, et la deuxième partie présente  
les recommandations relatives à la conservation  
des documents.

Le Centre de documents semi-actifs des Archives  
Publiques du Québec a l'honneur de vous offrir  
ce guide d'application pratique à l'intention  
des conservateurs de documents. Ce guide  
a été élaboré en 1992 par le Centre de documents  
semi-actifs des Archives Publiques du Québec.  
Il est destiné à servir de référence aux conservateurs  
de documents, particulièrement dans le cas de documents  
à caractère administratif, juridique, fiscal, etc.  
Il est divisé en deux parties : la première partie  
présente les principes généraux de la conservation  
des documents, et la deuxième partie présente  
les recommandations relatives à la conservation  
des documents.

Le Centre de documents semi-actifs des Archives  
Publiques du Québec a l'honneur de vous offrir  
ce guide d'application pratique à l'intention  
des conservateurs de documents. Ce guide  
a été élaboré en 1992 par le Centre de documents  
semi-actifs des Archives Publiques du Québec.  
Il est destiné à servir de référence aux conservateurs  
de documents, particulièrement dans le cas de documents  
à caractère administratif, juridique, fiscal, etc.  
Il est divisé en deux parties : la première partie  
présente les principes généraux de la conservation  
des documents, et la deuxième partie présente  
les recommandations relatives à la conservation  
des documents.

Le Centre de documents semi-actifs des Archives  
Publiques du Québec a l'honneur de vous offrir  
ce guide d'application pratique à l'intention  
des conservateurs de documents. Ce guide  
a été élaboré en 1992 par le Centre de documents  
semi-actifs des Archives Publiques du Québec.  
Il est destiné à servir de référence aux conservateurs  
de documents, particulièrement dans le cas de documents  
à caractère administratif, juridique, fiscal, etc.  
Il est divisé en deux parties : la première partie  
présente les principes généraux de la conservation  
des documents, et la deuxième partie présente  
les recommandations relatives à la conservation  
des documents.

Le Centre de documents semi-actifs des Archives  
Publiques du Québec a l'honneur de vous offrir  
ce guide d'application pratique à l'intention  
des conservateurs de documents. Ce guide  
a été élaboré en 1992 par le Centre de documents  
semi-actifs des Archives Publiques du Québec.  
Il est destiné à servir de référence aux conservateurs  
de documents, particulièrement dans le cas de documents  
à caractère administratif, juridique, fiscal, etc.  
Il est divisé en deux parties : la première partie  
présente les principes généraux de la conservation  
des documents, et la deuxième partie présente  
les recommandations relatives à la conservation  
des documents.





Gouvernement du Québec  
**Ministère  
de la Culture**